

GRAND CONSEIL Session de mars 2022 - Séance ordinaire
GROSSER RAT Märzsession 2022 – Ordentliche Sitzung

Nº	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2021-DICS-21	Loi <i>Gesetz</i>	Accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) <i>Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV)</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Nicolas Pasquier Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonrens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2022-GC-14	Pétition <i>Petition</i>	"Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère" <i>"Schützen wir gemeinsam die Dörfer und Landschaften am Geyerzersee"</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Chantal Müller Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>		
4.	2021-GC-127	Motion <i>Motion</i>	Décret portant sur un crédit d'étude préalable à un crédit d'engagement devant aboutir à la réfection complète de la route Payerne – Prez-vers-Noréaz - Matran (tronçons fribourgeois) <i>Dekret über einen Studienkredit vor einem Verpflichtungskredit für die vollständige Instandsetzung der Strasse Payerne–Prez-vers-Noréaz–Matran (Abschnitte auf Freiburger Boden)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Jean-Daniel Chardonnens Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Cédric Péclard Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

GRAND CONSEIL Session de mars 2022 - Séance ordinaire
GROSSER RAT Märzsession 2022 – Ordentliche Sitzung

Nº	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
5.	2021-GC-102	Postulat <i>Postulat</i>	Recensement du patrimoine alpestre en mains de l'Etat, stratégie de sauvegarde et de valorisation du patrimoine alpestre en mains de l'État ainsi que celui en mains de privés <i>Verzeichnis der alpwirtschaftlichen Gebäude in staatlichem Besitz, Strategie zur Erhaltung und Aufwertung dieses Baukulturgutes in staatlichem und privatem Besitz</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	(Jean-Pierre Doutaz) Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Grégoire Kubski Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2021-DAEC-225	Rapport <i>Bericht</i>	Mesures de protection du climat dans le domaine de la mobilité (Rapport sur postulat 2019-GC-75) <i>Klimaschutzmassnahmen im Bereich der Mobilität (Bericht zum Postulat 2019-GC-75)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2021-DICS-21

12 octobre 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi portant adhésion à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire AIU 2019)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant la loi portant l'adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires du 27 juin 2019 (ci-après: AIU 2019). Cette adhésion a pour conséquence le retrait du canton de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 (ci-après: AIU 1997) dont la résiliation doit coïncider avec l'entrée en vigueur de l'AIU 2019.

Ce message comprend les chapitres suivants:

1. Introduction	1
2. Problématique initiale	2
3. Points communs entre l'AIU 2019 et l'AIU 1997	2
4. Nouveautés de l'AIU 2019	3
4.1. Suppression du rabais pour pertes migratoires	3
4.2. Modifications concernant l'établissement des tarifs	3
5. Incidence financière	6
6. Position du Conseil d'Etat	8
7. Conclusion	8

1. Introduction

L'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (AIU) est un des cinq accords de financement conclus par les cantons dans le cadre de leur collaboration dans le domaine de l'éducation coordonnée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Le principe fondamental de cet accord est de régler, sur le plan intercantonal, l'accès aux universités dans le respect du principe de l'égalité de traitement et de compensation de charges entre les cantons. Il détermine les contributions que les cantons doivent verser pour leurs ressortissants et ressortissantes qui étudient dans une université portée par un autre canton. Pour les étudiants et étudiantes, cet accord garantit, sous réserve des conditions d'admission, qu'ils et elles puissent s'inscrire dans l'université suisse de leur choix.

La version actuelle de l'AIU a été adopté le 20 février 1997 et le canton de Fribourg y a adhéré par décret du 16 mai

1997, à l'instar de tous les cantons suisses et de la principauté du Liechtenstein. Or, depuis l'adoption de l'AIU 1997, le paysage suisse des hautes écoles a fortement évolué. En parallèle, plusieurs textes légaux, réglant le financement des hautes écoles au niveau intercantonal ou fédéral sont entrés en vigueur. Il s'agit en particulier de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) et de la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE). Les accords financiers de manière générale sont aussi influencés par l'adoption de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) et de son ordonnance du 7 novembre 2007. Ainsi, après près de 20 années, il s'est avéré nécessaire de procéder à une adaptation de l'AIU 1997.

Sur la base des travaux préparatoires réalisés par un groupe de travail mis sur pied par le Comité de la CDIP en janvier 2014, l'Assemblée plénière de la CDIP a décidé, en octobre 2015, de procéder à une révision totale de l'AIU 1997. Lors

de sa séance du 23 mars 2017, elle a pris connaissance d'un projet élaboré dans le cadre de la commission «Financement des hautes écoles» et elle a chargé le Comité de procéder à une consultation sur ce projet. La consultation a eu lieu du 10 juillet 2017 au 31 janvier 2018. Le Conseil d'Etat s'est exprimé en faveur du texte mis en consultation. La Commission des affaires extérieures du Grand Conseil fribourgeois a pris connaissance du projet, qui lui a été présenté par la DICS, dans le cadre de sa participation à la prise de position sur cette consultation de la commission interparlementaire romande.

Le Comité de la CDIP a pris connaissance du rapport sur les résultats de la consultation lors de sa séance du 6 septembre 2018 et a chargé le Secrétariat général de la CDIP de remanier certains points du projet en collaboration avec la commission «Financement des hautes écoles». Ainsi, suite à la consultation, le modèle du calcul des coûts a subi des adaptations.

Lors de la première lecture de la version finale du nouvel AIU, les membres de la Conférence intercantionale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) ont contesté de manière unanime et catégorique la formulation actuelle de l'article 10 alinéa 2 qui ancre dans l'accord ces adaptations de calcul. L'Assemblée de la CDIP est néanmoins entrée en matière sur le projet.

Lors de son assemblée plénière du 27 juin 2019, la CDIP a approuvé l'accord intercantonal universitaire entièrement révisé (AIU 2019) par 18 voix sur 24 (FR, GE, NE et VD ont rejeté le texte tandis que BS et BL se sont abstenus). Le concordat, qui a ainsi obtenu la majorité des deux tiers requise pour son approbation, a été transmis aux cantons pour ratification. Le 2 septembre 2021, le Comité de la CDIP a décidé l'entrée en vigueur de l'AIU 2019 au 1^{er} janvier 2022 après que 19 cantons ainsi que la principauté du Liechtenstein y ont adhéré. L'AIU 2019 remplacera ainsi l'actuel accord, qui date de 1997. Les cantons n'ayant pas encore ratifié l'accord au moment de son entrée en vigueur auront alors deux ans au maximum pour le faire.

Dans le cas où un canton refuserait l'adhésion à ce nouvel accord, l'accès aux hautes écoles suisses ne seraient plus garanti aux ressortissants et ressortissantes de ce canton, car la priorité serait donnée aux étudiants et étudiantes des cantons signataires. Même admises, les personnes provenant d'un canton n'ayant pas adhéré à l'AIU auraient à prendre à leur charge les coûts d'études en s'acquittant des montants ne pouvant pas être inférieurs aux tarifs AIU fixés selon l'accord. Parallèlement, les modalités de financement des études accomplies à l'université de ce canton par des ressortissants et ressortissantes des autres cantons ne serait pas assurées.

2. Problématique initiale

Comme indiqué en préambule, le paysage suisse des hautes écoles a beaucoup évolué depuis l'entrée en vigueur de l'AIU 1997. Une adaptation à ce nouveau contexte était nécessaire. De plus, l'octroi, inscrit dans l'AIU 1997, à six cantons, de rabais pour pertes migratoires n'est plus justifié. Ce rabais a été instauré pour tenir compte du fait qu'un pourcentage important des étudiants et étudiantes de ces cantons ne retournaient pas dans leur canton d'origine après l'obtention de leur diplôme. Or, les statistiques récentes démontrent que la situation a beaucoup évolué et que d'autres cantons étaient autant si pas plus touchés par le phénomène migratoire.

Partant de ces dernières constatations, en 2010 déjà, le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures a demandé à être porté à la liste des cantons bénéficiant du rabais pour pertes migratoires. Cette liste faisant partie du texte de l'AIU 1997 ratifié par les cantons, une révision de l'AIU 1997 a été requise. Le 22 mars 2012, l'Assemblée plénière de la CDIP a donné le mandat de procéder à une clarification de la problématique des pertes migratoires. Cette étape a permis d'identifier de nombreuses incohérences entre le financement des hautes écoles et les rabais pour pertes migratoires.

Une fois les problématiques identifiées, le Comité de la CDIP a créé, le 23 janvier 2014, un groupe de projet chargé d'étudier un éventuel remaniement des accords de financement et de libre circulation au niveau des hautes écoles. Cette étude confirmait que la situation des hautes écoles avait changé de manière déterminante et préconisait une révision complète de l'accord. Aussi, le Comité de la CDIP a décidé, le 11 septembre 2014, de réviser l'ensemble du financement intercantonal des hautes écoles.

Une fusion de l'AIU et de l'AHES, considérée initialement, a rapidement été écartée en raison de nombreuses différences dans les modalités d'indemnisation et dans la gestion des deux accords qui rendraient un accord commun trop complexe. Une révision de l'AHES n'est d'ailleurs pas nécessaire, car cet accord, plus récent que l'AIU 1997, ne fixe que des principes et il est ainsi beaucoup plus flexible.

3. Points communs entre l'AIU 2019 et l'AIU 1997

L'AIU 1997 visait à répartir la charge financière de la formation universitaire entre les cantons et à garantir l'accès aux universités à tous les étudiants et étudiantes, quel que soit leur canton de provenance. Cet objectif demeure inchangé avec l'AIU 2019.

Afin de garder une certaine continuité entre les deux textes, les dispositions de l'AIU 1997 ont été maintenues autant que possible. Aussi, dans l'AIU 2019, la définition du canton débiteur ou la durée durant laquelle un canton verse les paie-

ments pour les études de ses ressortissants et ressortissantes ne change pas.

La différentiation des tarifs selon les groupes de facultés est également maintenue, de même que la manière de regrouper les disciplines. Le groupe de facultés I est toujours composé des étudiants et étudiantes en sciences humaines et en sciences sociales, le groupe de facultés II des étudiants et étudiantes en sciences exactes et naturelles, en sciences techniques, en pharmacie, en sciences de l'ingénieur, ainsi qu'en médecine humaine, médecine dentaire et médecine vétérinaire en formation préclinique (première et deuxième années d'études) et pour finir le groupe de facultés III consiste des étudiants et étudiantes effectuant leur formation clinique en médecine humaine, médecine dentaire et médecine vétérinaire (dès la 3^e année d'études). Toutefois, le regroupement des disciplines figure désormais à l'annexe à l'AIU et peut être modifié par décision de la Conférence des cantons membres de l'accord.

La durée de l'obligation de verser des contributions pour les groupes de facultés I et II reste fixé à 12 semestres et à 16 semestres pour le groupe de facultés III. Cette disposition a pour l'objectif d'inciter les hautes écoles universitaires à faire en sorte que les étudiants et étudiantes terminent leurs études aussi rapidement que possible.

Les contributions forfaitaires annuelles, qui reposent sur les effectifs étudiantins des deux semestres (la première tranche se rapporte aux effectifs du semestre d'automne et la seconde, à ceux du semestre de printemps), sont, comme à présent, versées aux cantons sièges des universités une fois par an.

4. Nouveautés de l'AIU 2019

Le nouvel AIU contient plusieurs adaptations mineures de contenu ou de formulation qui ne méritent pas d'explications particulières. Cependant, l'AIU 2019 apporte deux changements majeurs dans le calcul des modalités de financement. Tout d'abord, le nouvel accord abandonne la notion de rabais pour pertes migratoires. La deuxième nouveauté, avec un impact majeur pour le canton de Fribourg, est que les tarifs sont désormais calculés sur la base des coûts effectifs. Ces nouveautés sont détaillées ci-après.

4.1. Suppression du rabais pour pertes migratoires

L'AIU 1997 accorde à six cantons (UR, VS, JU, GL, GR, TI) un rabais pour pertes migratoires afin de compenser le fait qu'un nombre important de leurs étudiants et étudiantes ne retournent pas dans leur canton d'origine après l'obtention du diplôme universitaire. Ce rabais s'élève à 10% pour les cantons d'Uri, du Valais et du Jura et à 5% pour les cantons de Glaris, des Grisons et du Tessin.

L'analyse mené suite au mandat du 22 mars 2012 de la CDIP a démontré que ce système posait problème à plusieurs égards. Tout d'abord, comme indiqué en préambule, les statistiques récentes de l'Office fédéral de la statistique (OFS) indiquent que la majorité des cantons doivent désormais faire face à des pertes migratoires et que ce ne sont pas systématiquement les six cantons retenus dans l'AIU 1997 qui sont les plus touchés. Certains d'entre eux ont d'ailleurs désormais leur propre offre d'études universitaires. De plus, la péréquation opérée par la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) de 2008 inclut et compense en grande partie les avantages qu'un canton peut retirer de l'attrait qu'il exerce sur les diplômés et diplômées universitaires. La brochure explicative de la CDIP contient de détails supplémentaires à ce sujet¹.

En conséquence, le mécanisme des rabais pour pertes migratoires a été jugé inadéquat pour tenir compte de la situation privilégiée des cantons universitaires et a été abandonné au profit d'une prise en considération directe de l'avantage de localisation dans le calcul des tarifs.

4.2. Modifications concernant l'établissement des tarifs

Pour le canton de Fribourg, la modification principale concerne l'établissement des tarifs. Ceux de l'AIU 1997 étaient, en absence des données statistiques précis, fruit d'un accord politique et sont inscrits dans le texte de l'accord, même s'ils ont été adaptés au renchérissement à deux reprises. Les contributions selon l'AIU 2019 sont basées sur les coûts standardisés pour chaque groupe de domaines d'études et l'accord définit les modalités de leur calcul partant des coûts réels. L'utilisation d'une méthode de calcul, plutôt que d'un montant fixé dans le texte de l'accord, doit permettre de prendre en compte plus facilement les évolutions de coûts. Les sous-chapitres suivants présentent les différentes étapes de cette méthode de calcul.

4.2.1. Coût standardisé par domaine d'études

La première étape consiste à établir le coût standardisé par domaine d'études. Les domaines d'études semblables sont réunis au sein du même groupe de coûts.

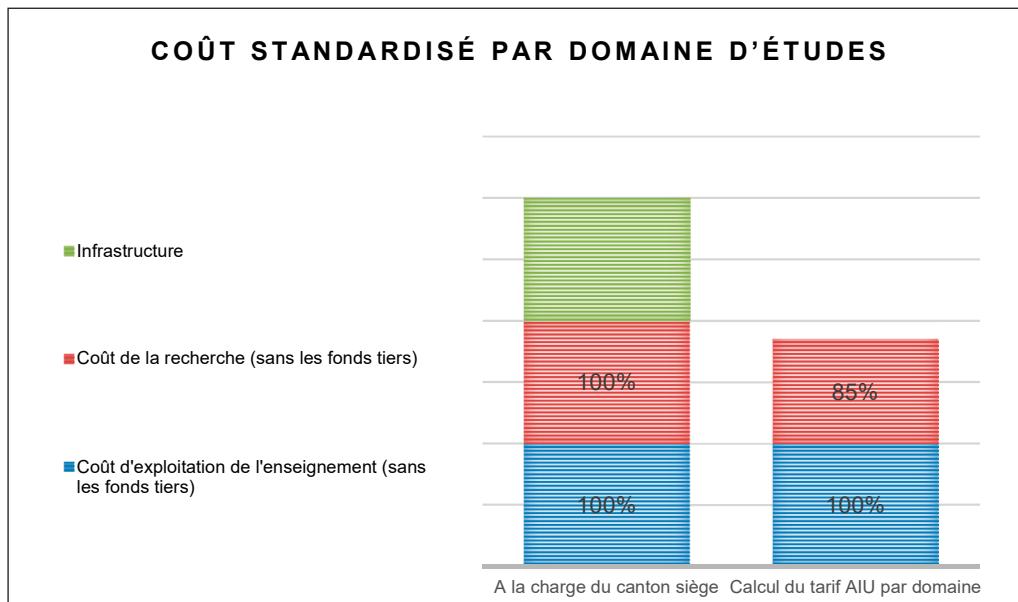
Il est admis que les coûts des infrastructures, tels que le loyer et les amortissements de même que les investissements correspondants, restent à la charge des cantons sièges, en tant qu'un premier élément compensant leur avantage de localisation. Ce coût est donc exclu du calcul et seuls les coûts d'exploitation sont pris en considération.

Pour chaque domaine d'études, le coût de l'enseignement (sans celui financé par des fonds tiers) est déterminé et pris

¹ <https://edudoc.ch/record/211794/files/IUV.pdf>, pp 8 à 11.

entièrement en considération. Par contre, seuls 85% du coût de la recherche restant à la charge des cantons sièges après déduction des fonds de tiers destinés à la recherche, sont pris en compte. Cette soustraction du calcul des 15% des coûts de

la recherche repose sur l'argument que la recherche, tout en étant indispensable à l'enseignement universitaire de qualité, profite particulièrement aux cantons sièges. Le total ainsi obtenu correspond au coût standardisé par domaine d'études.



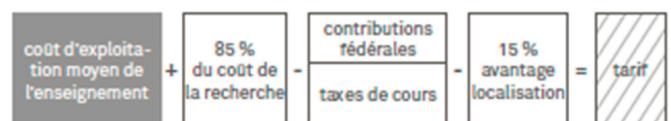
Le coût standardisé par groupe de coûts est calculé en additionnant les coûts standardisés des domaines d'études réunis au sein de ce groupe (pour la définition des groupes, voir le chapitre 3 du présent message).

4.2.2. Contributions

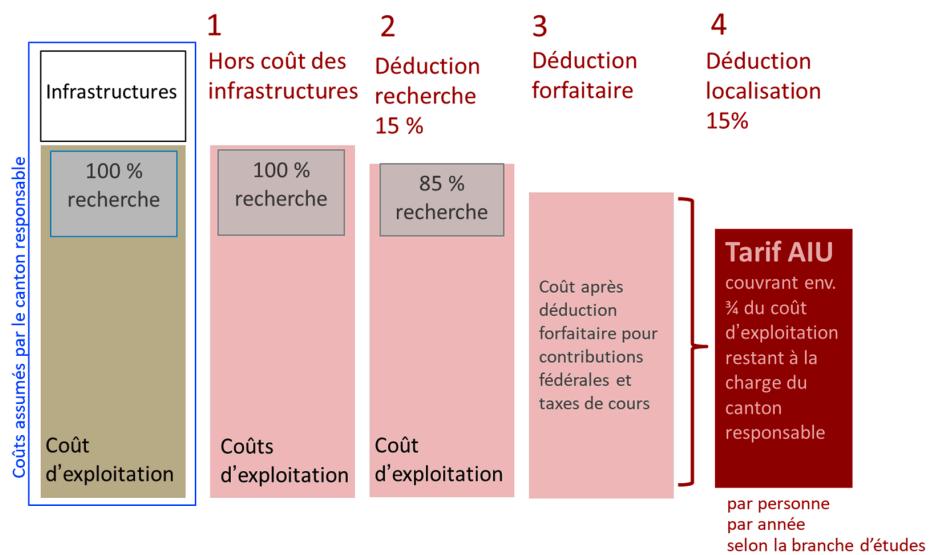
Une fois le coût standardisé total par groupe de coûts établi, il est divisé par le nombre d'étudiantes et étudiants des domaines d'études en faisant partie pour obtenir le coût moyen par étudiant ou étudiante pour chaque groupe de coûts. De ce coût moyen est déduit ensuite un montant cor-

respondant à la moyenne des taxes d'études perçues par les différentes universités et le montant des contributions fédérales pour arriver à un coût standardisé net d'un étudiant ou d'une étudiante par groupe de coûts.

Finalement, une déduction supplémentaire de 15% est encore opérée sur ce dernier coût. Cette dernière, ajoutée aux déductions précédemment effectuées sur les coûts d'infrastructures et de la recherche constituent la compensation des avantages dont profitent les cantons sièges d'une université (déduction de l'avantage de localisation). Schématiquement, ce calcul de coûts peut être représenté ainsi:



Le nouveau système de calcul des tarifs



Source CDIP

4.2.3. Modifications introduites après la consultation

Comme déjà mentionné, suite à la consultation, la CDIP a décidé de procéder à une série de modifications. Si l'on ne tient pas compte des adaptations de nature formelle, les changements apportés au texte de l'accord portent sur les aspects suivants:

- Les fonds tiers alloués à l'enseignement sont déduits des coûts d'exploitation de l'enseignement pris en compte dans le calcul des coûts standardisés (art. 9, al. 1, let. a).
- Le regroupement des domaines d'études au sein des groupes de coûts n'est plus inscrit à l'accord mais placé en annexe et il peut être modifié, suite à des changements importants, par la Conférence des cantons membres de l'accord (art. 9, al. 2 et 3).
- Une possibilité de plafonner les coûts de la recherche est introduite (art. 9, al. 3).
- La déduction relative aux taxes de cours porte désormais sur la moyenne et non sur un forfait tandis que pour les contributions fédérales, il peut s'agir des montants effectifs ou d'un forfait (art. 10, al.1).
- Les contributions pour le groupe III sont limitées au double des coûts d'enseignement de ce groupe, c'est-à-dire que les coûts de recherche pris en compte ne peuvent pas excéder les coûts d'enseignement. La Conférence des cantons membres de l'accord peut lever cette limite si cela se justifie (art. 10, al. 2).
- Les modifications du canton débiteur, prévues initialement pour tenir compte de changement de domicile dans le cas d'une interruption des études de plus de 3 ans, sont supprimées (art. 12, al. 1).

- Les compétences de la Conférence des cantons membres de l'accord sont élargies et elle peut désormais intervenir tant sur le regroupement des domaines d'études que sur différents paramètres pris en compte lors de l'établissement des contributions (art.16, al.2).
- Une disposition transitoire est introduite pour le groupe III (médecine), étant donné que les coûts de ce groupe ne sont pas encore établis avec la même certitude que pour les autres domaines, en particulier en raison de la difficulté de cerner les coûts de la formation clinique au sein des hôpitaux universitaires. Cette disposition prévoit que, tant que les coûts validés du groupe de coûts III ne seront pas disponibles, les contributions pour ce groupe de coûts s'élèveront au double des contributions pour le groupe de coûts II (art. 26 al. 3).
- Une disposition transitoire garantit un passage progressif entre l'AIU 1997 et l'AIU 2019 sur trois ans, la différence entre les montants calculés selon les deux accords étant prise en considération à 25% la première année, puis à 50% et 75%, pour passer, à partir de la quatrième année, au calcul entièrement basé sur l'AIU 2019 (art. 27).
- L'adaptation des contributions prévues tous les 4 ans a été supprimée. La Conférence des cantons membres de l'accord aura maintenant compétence pour fixer la hauteur et la durée de validité des contributions.

Ces modifications répondent surtout aux craintes des cantons qui voient un nombre important de leurs ressortissants étudier dans les universités des autres cantons de n'avoir aucune emprise sur l'évolution des coûts et, par conséquence, des tarifs AIU. Une augmentation incontrôlée de ceux-ci, car liée automatiquement à l'évolution des coûts était redoutée, surtout pour le groupe III dont les coûts ne sont pas encore

précisément établis. Les nouvelles dispositions limitent d'une part la prise en compte des coûts de la recherche et, d'autre part, donnent à la Conférence des cantons membres de l'accord une série de compétences lui permettant d'intervenir dans la définition des groupes de coûts et dans la fixation des tarifs. Il faudra veiller que cette dernière en fasse usage de manière parcimonieuse afin de ne pas revenir à des montants arrêtés plus sur une base politique qu'en relation avec des coûts réels et ne pas mettre à mal un des objectifs de l'actuelle révision de l'AIU.

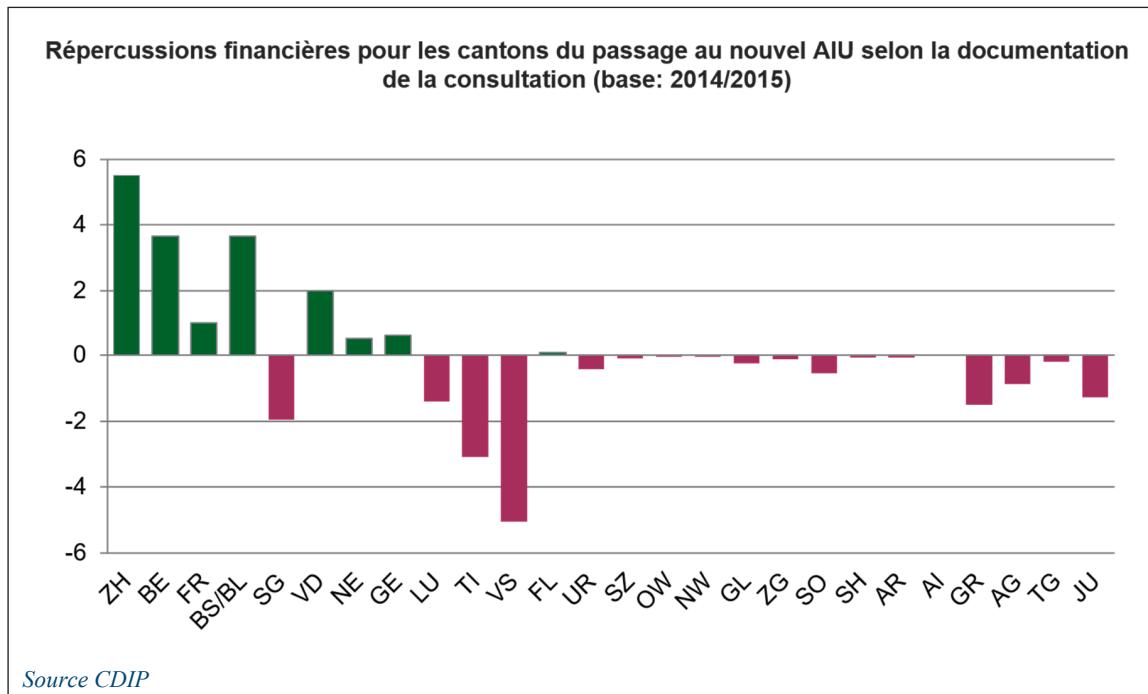
5. Incidence financière

Pour le canton de Fribourg, l'entrée en vigueur du nouvel AIU, tel que modifié suite aux résultats de la consultation et soumis à la ratification après avoir été adopté par la CDIP le 27 juin 2019, aura une répercussion financière négative, évaluée actuellement à 1.33 million de francs par an. Or, selon les projections qui accompagnaient le projet mis en consulta-

tion en 2017, le canton de Fribourg aurait bénéficié d'un bilan total positif d'un million de francs.

Cette différence de 2.33 millions de francs est due aux modifications de la méthodologie du calcul des contributions (ajustements méthodologiques) apportées après la consultation et à l'évolution des coûts par étudiant ou étudiante qui sont de nature à diminuer les tarifs, avec une conséquence négative sur les recettes des universités en général et de l'Université de Fribourg en particulier. Il en résulte une baisse globale (au niveau Suisse) du volume des contributions AIU de 4% (sans prise en compte de la phase transitoire).

Les graphiques suivants, élaborés par le secrétariat de la CDIP, montrent l'évolution des répercussions financières pour les différents cantons entre la version du nouvel AIU mise en consultation en 2017 et le texte final adopté en juin 2019. Leur comparaison montre que, dans ce dernier, les cantons universitaires non seulement ne profitent pas de la suppression du rabais pour pertes migratoires, comme prévu initialement, mais en assument partiellement les frais.



Répercussions du changement de système pour les cantons sur la base des données actuelles
 (sans prise en compte de la phase transitoire)

Variations en valeurs absolues en millions de francs



Source CDIP

L'AIU 2019 résulte en effet en diminution des recettes pour toutes les universités, tandis que tous les cantons, à part le Valais, le Jura et l'Uri, voient leurs dépenses pour les étudiant-e-s hors canton baisser. Ainsi, la différence entre les recettes auxquelles l'Université de Fribourg peut s'attendre sur la base de l'AIU 2019 par rapport à l'AIU 1997 s'élève à -2.77 millions de francs. Parallèlement, les dépenses du canton pour les études de ses ressortissants dans les autres universités baissent comparativement de 1.44 million de francs. Ces indications proviennent de la dernière mise à jour du calcul des tarifs, effectuée par le secrétariat de la CDIP en janvier 2021 sur la base des coûts et des effectifs étudiantins des années 2018 et 2019. Ce calcul est présenté dans le tableau suivant (tous les coûts y figurant sont des coûts par étudiant ou étudiante):

Calcul des tarifs par groupe de coûts	I	II	III
Coût d'exploitation de l'enseignement	9 092	15 666	
Coût d'exploitation de la recherche	8 350	25 893	
Total des coûts d'exploitation (avant déductions)	17 441	41 559	
Déduction recherche de 15%	-1 253	-3 884	
Coût standardisé («coût d'un enseignement de qualité»)	16 189	37 675	
Déduction des contributions fédérales (forfait de 20%)	-3 238	-7 535	
Déduction des taxes de cours (moyenne)	-1 307	-1 307	
«Coût d'un enseignement de qualité» restant à la charge du canton universitaire	11 644	28 833	
Déduction localisation 15%	-1 747	-4 325	
Solde restant = montant de la contribution	9 898	24 508	49 016
Tarif en vigueur actuellement	10 600	25 700	51 400
Tarifs selon le projet de l'AIU 2019 et sur la base des chiffres de 2014/15 (documents de consultation)	10 067	29 264	51 119

Le tableau met en lumière des variations tant par rapport aux tarifs actuels (-6.6% pour le groupe I et -4.6% pour le groupe II) que par rapport aux chiffres communiqués lors de la consultation. A part les modifications de calcul mentionnées précédemment, les tarifs sont influencés par l'évolution du nombre des étudiant-e-s. En particulier, le nombre des étudiant-e-s du groupe de coûts II augmente tandis que celui du groupe de coûts I reste stable.

Les tarifs, le volume des contributions et les répercussions sur chacun des cantons présentés ici ne sont toutefois qu'une image ponctuelle. Les résultats changent lorsqu'on utilise les données d'une nouvelle année, surtout en fonction des variations relatives au nombre des étudiants et étudiantes, leur répartition dans les groupes de coûts ou la structure de coûts.

Selon la projection actuelle de la CDIP, la répercussion de l'AIU 2019 (par rapport à l'AIU 1997) pour le canton de Fribourg serait la suivante (en millions de francs), en cas d'entrée en vigueur en 2022 et en tenant compte de la mise en œuvre échelonnée du nouvel AIU:

Année	Recettes (UniFR)	Dépenses (diminution)	Solde
2022	-0.69	0.36	-0.33
2023	-1.38	0.72	-0.66
2024	-2.08	1.08	-1.00
à partir de 2025	-2.77	1.44	-1.33

Comme il appartiendra au canton de prendre en charge la diminution des recettes de l'Université, l'incidence financière négative du nouvel AIU passera progressivement de 0,33 à 1,33 million de francs.

6. Position du Conseil d'Etat

Les modifications intervenues après la consultation ont été de nature à remettre en question le soutien au projet que le Conseil d'Etat avait exprimé dans sa réponse à la consultation. Comme indiqué ci-dessus, il en résulte que le canton de Fribourg devra certes payer 1.44 millions de francs de moins, mais il perdra en même temps 2.77 millions de francs de contributions au profit de l'Université de Fribourg, pour un solde négatif de 1.33 millions de francs par rapport à la situation actuelle. Selon la version mise en consultation, le canton de Fribourg aurait bénéficié d'un gain total d'un million.

Le canton de Fribourg s'est prononcé à plusieurs reprises et dans différents cadres pour dénoncer les modifications que le projet de révision a subies entre le projet mis en consultation et sa mouture finale, en particulier, par le biais des «ajustements méthodologiques» introduits en cours des travaux. Les représentants du canton s'y sont opposés tant au sein de la commission «Financement des hautes écoles» qu'au Comité et au Plenum de la CDIP, ainsi qu'en participant à l'action commune de la CIIP (cf. chapitre 1).

Toutefois, étant donné que les cantons opposés à la version finale du nouvel AIU 2019 n'ont pas eu gain de cause et que le Plenum de la CDIP a voté son adoption, le canton de Fribourg n'a pas d'autre choix que d'y adhérer. Au 2 septembre 2022, 19 cantons et la principauté du Liechtenstein l'ont déjà ratifié et le Comité de la CDIP a décidé son entrée en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022. Les cantons qui n'auront pas adhéré à l'accord à cette date auront deux ans pour le faire. La phase transitoire de 3 ans, avec l'application progressive de l'AIU 2019, telle qu'expliquée au chapitre 4.2.3, point 9, commencera également à partir de l'année 2022. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat considère que le moment est venu pour le canton de Fribourg d'adhérer à cet accord.

7. Conclusion

Comme indiqué précédemment, l'AIU 2019 augmentera la charge financière du canton de Fribourg par rapport à la situation prévalant actuellement. Cependant, l'importance de cet accord pour le financement intercantonal des universités et de celle de Fribourg en particulier, ainsi que pour la mobilité des étudiants et étudiantes fribourgeois rend l'adhésion à cet accord indispensable. Cette adhésion doit s'accompagner de la résiliation de l'accord actuellement en vigueur.

Aussi le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adhérer à l'AIU 2019 et à dénoncer l'AIU 1997.



Botschaft 2021-DICS-21

12. Oktober 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung IUV 2019)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Gesetz über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung über Beiträge an die Kosten der universitären Ausbildung vom 27 Juni 2019 (IUV 2019). Dieser Beitritt hat den Austritt des Kantons aus der Interkantonalen Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997 (nachfolgend: IUV 1997) zur Folge, deren Kündigung mit dem Inkrafttreten der IUV 2019 zusammenfallen soll.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einführung	9
2. Ursprüngliche Problematik	10
3. Gemeinsamkeiten zwischen IUV 2019 und IUV 1997	11
4. Welche Neuerungen bringt die IUV 2019?	11
4.1. Abschaffung des Rabatts für Wanderungsverluste	11
4.2. Änderungen bei der Berechnung der Tarife	11
5. Finanzielle Auswirkungen	14
6. Stellungnahme des Staatsrats	16
7. Schlussbemerkungen	16

1. Einführung

Die Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (IUV) ist eine von fünf Finanzierungsvereinbarungen, welche die Kantone im Rahmen ihrer von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) koordinierten Zusammenarbeit im Bildungsbereich abgeschlossen haben. Diese Vereinbarung soll grundsätzlich den Zugang zu den Universitäten auf interkantonaler Ebene nach dem Grundsatz der Gleichbehandlung und des Lastenausgleichs zwischen den Kantonen regeln. So wird darin festgelegt, welche Beiträge die Kantone für ihre Kantonsangehörigen zahlen müssen, die an einer von einem anderen Kanton getragenen Hochschule studieren. Für die Studierenden garantiert diese Vereinbarung, dass sie sich – sofern sie die Zulassungsvoraussetzungen erfüllen – an einer Schweizer Universität ihrer Wahl einschreiben können.

Die aktuelle Fassung der IUV wurde am 20. Februar 1997 verabschiedet, und der Kanton Freiburg ist ihr am 16. Mai 1997 per Dekret beigetreten, ebenso wie alle übrigen Schweizer Kantone und das Fürstentum Liechtenstein. Seit der Verabschiedung der IUV 1997 hat sich die Schweizer Hochschullandschaft jedoch stark verändert. Gleichzeitig sind mehrere Gesetzesakte in Kraft getreten, die die Finanzierung der Hochschulen auf interkantonaler oder auf Bundesebene regeln. Insbesondere sind dies die Interkantonale Fachhochschulvereinbarung vom 12. Juni 2003 (FHV) und das Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG). Die Finanzierungsvereinbarungen im Allgemeinen werden auch durch die Verabschiedung des Bundesgesetzes vom 3. Oktober 2003 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaG) und dessen Verordnung vom 7. November 2007 beeinflusst. Somit drängte sich nach fast 20 Jahren eine Anpassung der IUV 1997 auf.

Basierend auf den Vorarbeiten einer vom EDK-Vorstand im Januar 2014 eingesetzten Projektgruppe hat die EDK-Plenarsammlung im Oktober 2015 die Totalrevision der IUV vom 20. Februar 1997 beschlossen. In ihrer Versammlung vom 23. März 2017 nahm sie Einsicht in einen von der «Kommission Hochschulfinanzierung» erarbeiteten Entwurf und beauftragte den Vorstand, diesen in die Vernehmlassung zu geben. Die Vernehmlassung dauerte vom 10. Juli 2017 bis am 31. Januar 2018. Der Staatsrat hat sich für die in die Vernehmlassung geschickte Fassung der Vereinbarung ausgesprochen. Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Freiburger Grossen Rates hat den Entwurf, der ihr von der EKSD präsentiert wurde, im Rahmen ihrer Teilnahme an der Stellungnahme der interparlamentarischen Kommission der Westschweiz zu dieser Vernehmlassung eingesehen.

Der EDK-Vorstand hat den Bericht über die Ergebnisse der Vernehmlassung an seiner Sitzung vom 6. September 2018 zur Kenntnis genommen und das Generalsekretariat der EDK beauftragt, den Entwurf in Zusammenarbeit mit der «Kommission Hochschulfinanzierung» in einigen Punkten zu überarbeiten. So wurde nach der Vernehmlassung das Berechnungsmodell angepasst.

Bei der ersten Lesung der endgültigen Fassung der neuen IUV haben die Mitglieder der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) einstimmig und mit Nachdruck den aktuellen Wortlaut von Artikel 10 Absatz 2 beanstandet, der diese geänderten Berechnungsmodalitäten in der Vereinbarung verankert. Die EDK-Versammlung ist dennoch auf die Vorlage eingetreten.

Die EDK genehmigte schliesslich an ihrer Plenarsitzung vom 27. Juni 2019 die vollständig revidierte Interkantonale Universitätsvereinbarung (IUV 2019) mit 18 von 24 Stimmen (FR, GE, NE und VD lehnten den Text ab, BS und BL enthielten sich). Die Vereinbarung, die somit die erforderliche Zweidrittelmehrheit erhielt, wurde zur Ratifizierung an die Kantone weitergeleitet. Nachdem 19 Kantone sowie das Fürstentum Liechtenstein der Vereinbarung beigetreten sind, hat der EDK-Vorstand am 2. September beschlossen, dass die IUV 2019 am 1. Januar 2022 in Kraft treten wird. Die IUV 2019 wird dann die aktuelle Vereinbarung aus dem Jahr 1997 ablösen. Kantone, welche die Vereinbarung zum Zeitpunkt des Inkrafttretens noch nicht ratifiziert haben, haben maximal zwei Jahre Zeit, dies zu tun.

Würde sich ein Kanton weigern, der neuen Vereinbarung beizutreten, so wäre der Zugang zu den Schweizer Universitäten für die Angehörigen dieses Kantons nicht mehr gewährleistet, da Studierende aus den Vereinbarungskantonen Vorrang hätten. Personen aus einem Kanton, der nicht Mitglied der IUV ist, müssten, selbst wenn sie zugelassen würden, die Kosten ihres Studiums selbst tragen. Sie müssten Beträge zahlen, die nicht unter den in der Vereinbarung festgelegten

IUV-Tarifen liegen dürfen. Gleichzeitig wäre die Finanzierung des Studiums an der Universität dieses Kantons durch Angehörige anderer Kantone nicht gewährleistet.

2. Ursprüngliche Problematik

Wie in der Einführung erwähnt, hat sich die Schweizer Hochschullandschaft seit dem Inkrafttreten der IUV 1997 stark verändert. Eine Anpassung an diesen neuen Kontext war daher notwendig. Zudem sind die Rabatte für Wanderungsverluste, die in der IUV 1997 sechs Kantonen gewährt wurden, nicht mehr gerechtfertigt. Diese Rabatte waren eingeführt worden, um dem Umstand Rechnung zu tragen, dass ein grosser Anteil der Studierenden aus diesen Kantonen nach ihrem Abschluss nicht in ihren Herkunftsamt zurückkehrt. Aktuelle Statistiken zeigen jedoch, dass sich die Situation erheblich verändert hat und andere Kantone genauso, wenn nicht sogar stärker, vom Migrationsphänomen betroffen sind.

Aufgrund dieser Erkenntnisse beantragte der Kanton Appenzell Innerrhoden im Jahr 2010 die Aufnahme in die Liste der Kantone, die vom Rabatt für Wanderungsverluste profitieren. Da diese Liste Teil des von den Kantonen ratifizierten Textes der IUV 1997 ist, war eine Überarbeitung der IUV 1997 erforderlich. Die EDK-Vollversammlung hat am 22. März 2012 eine Klärung der Frage der Wanderungsverluste in Auftrag gegeben. Dabei wurden zahlreiche Widersprüchlichkeiten zwischen der Hochschulfinanzierung und den Rabatten für Wanderungsverluste festgestellt.

Nachdem die Probleme erkannt waren, setzte der EDK-Vorstand am 23. Januar 2014 eine Projektgruppe ein, die eine mögliche Überarbeitung der Finanzierungs- und Freizügigkeitsvereinbarungen auf Ebene der Hochschulen prüfen sollte. Diese daraus resultierende Studie bestätigte, dass sich die Situation der Hochschulen deutlich verändert hat; daher wurde eine Totalrevision der IUV verlangt. Der EDK-Vorstand hat am 11. September 2014 beschlossen, die gesamte interkantonale Finanzierung der Hochschulen zu überarbeiten.

Eine anfangs erwogene Fusion der IUV und der Fachhochschulvereinbarung (FHV) wurde schnell wieder verworfen, da die vielen Unterschiede in den Vergütungsregelungen und in der Verwaltung der beiden Vereinbarungen eine gemeinsame Vereinbarung zu komplex machen würden. Im Übrigen besteht keine Notwendigkeit, die FHV zu überarbeiten, da diese Vereinbarung, die jünger ist als die IUV von 1997, nur Grundsätze festlegt und daher viel flexibler ist.

3. Gemeinsamkeiten zwischen IUV 2019 und IUV 1997

Ziel der IUV 1997 war es, die finanzielle Belastung der Hochschulbildung auf die Kantone zu verteilen und allen Studierenden unabhängig von ihrem Herkunftsamt den Hochschulzugang zu gewährleisten. Dieses Ziel bleibt mit der IUV 2019 unverändert.

Um eine gewisse Kontinuität zwischen den beiden Vereinbarungstexten zu wahren, wurden die Bestimmungen der IUV von 1997 so weit wie möglich beibehalten. So ändert sich in der IUV 2019 nichts an der Definition des zahlungspflichtigen Kantons oder an der Dauer der Beitragspflicht, während der ein Kanton Zahlungen für das Studium seiner Kantonangehörigen leistet.

Auch die Differenzierung der Kosten nach Fakultätsgruppen wird beibehalten, ebenso wie die Zuordnung der Fachbereiche. Die Fakultätsgruppe I setzt sich weiterhin aus Studierenden der Geistes- und Sozialwissenschaften zusammen, die Fakultätsgruppe II aus Studierenden der Naturwissenschaften, der technischen Wissenschaften, der Pharmazie, der Ingenieurwissenschaften sowie der vorklinischen Ausbildung (erstes und zweites Studienjahr) der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin und die Fakultätsgruppe III schliesslich aus Studierenden in der klinischen Ausbildung der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin (ab dem dritten Studienjahr). Die Zuordnung der Fachbereiche ist nun jedoch im Anhang der IUV aufgeführt und kann von der Konferenz der Mitgliedskantone der Vereinbarung durch Beschluss geändert werden.

Die Dauer der Beitragspflicht bleibt für die Fakultätsgruppen I und II zeitlich auf 12 Semester und für die Fakultätsgruppe III auf 16 Semester begrenzt. Mit dieser Bestimmung sollen die Universitäten ermutigt werden, dafür zu sorgen, dass die Studierenden ihr Studium so schnell wie möglich abschliessen.

Die jährlichen Pauschalbeiträge, die auf der Zahl der Studierenden in den beiden Semestern beruhen (die erste Rate bezieht sich auf die Zahl der Studierenden im Herbstsemester und die zweite auf die Zahl der Studierenden im Frühjahrssemester), werden weiterhin einmal jährlich an die Standortkantone der Universitäten ausbezahlt.

4. Welche Neuerungen bringt die IUV 2019?

Die neue IUV enthält eine Reihe kleinerer inhaltlicher Änderungen oder Anpassungen von Formulierungen, die keiner weiteren Erläuterung bedürfen. Daneben werden jedoch mit der IUV 2019 zwei wichtige Änderungen bei der Berechnung der Finanzierungsvereinbarungen vorgenommen. Erstens wird in der neuen Vereinbarung der Rabatt für Wanderungsverluste aufgehoben. Die zweite Änderung, die vor allem für den Kanton Freiburg spürbare Auswirkungen hat, besteht

darin, dass die Tarife nun auf der Grundlage der effektiven Ausbildungskosten ermittelt werden. Diese Neuerungen werden im Folgenden ausführlich beschrieben.

4.1. Abschaffung des Rabatts für Wanderungsverluste

Die IUV 1997 gewährt sechs Kantonen (UR, VS, JU, GL, GR, TI) einen Rabatt für Wanderungsverluste, um den Umstand auszugleichen, dass eine signifikante Anzahl der Studierenden der betreffenden Kantone nach dem Studienabschluss nicht in ihren Herkunftsamt zurückkehrt. Dieser Rabatt beträgt für die Kantone Uri, Wallis und Jura 10% und für die Kantone Glarus, Graubünden und Tessin 5%.

Eine am 22. März 2012 von der EDK in Auftrag gegebene Analyse zeigte, dass dieses System in mehrfacher Hinsicht problematisch war. Erstens zeigen, wie in der Einführung erwähnt, die jüngsten Statistiken des Bundesamtes für Statistik (BFS), dass die Mehrheit der Kantone nunmehr mit Wanderungsverlusten konfrontiert ist und dass nicht immer die sechs Kantone, die in der IUV 1997 berücksichtigt wurden, am meisten betroffen sind. Einige von ihnen haben inzwischen ein eigenes Hochschulangebot. Hinzu kommt, dass die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) von 2008 die Vorteile, die ein Kanton aus seiner Attraktivität für Hochschulabsolventinnen und -absolventen ziehen kann, berücksichtigt und weitgehend kompensiert. Die erläuternde Broschüre der EDK enthält weitere Details zu diesem Thema¹.

Daher wurde das System der Rabatte für Wanderungsverluste als unzureichend erachtet, um dem Standortvorteil der Universitätskantone Rechnung zu tragen, und zugunsten einer direkten Berücksichtigung des Standortvorteils bei der Berechnung der Tarife aufgegeben.

4.2. Änderungen bei der Berechnung der Tarife

Für den Kanton Freiburg betrifft die wichtigste Änderung die Festlegung der Tarife. Die Tarife der IUV von 1997 waren aufgrund des Fehlens genauer statistischer Daten das Ergebnis einer politischen Vereinbarung und sind im Text der Vereinbarung verankert. Allerdings wurden sie zweimal an die Inflation angepasst. Die Beiträge nach der IUV 2019 basieren auf den standardisierten Kosten für jede Fachbereichsgruppe, und in der Vereinbarung werden die Modalitäten ihrer Berechnung auf Basis der effektiven Kosten festgelegt. Die Verwendung einer Berechnungsmethode anstelle eines im Vereinbarungstext festgelegten Betrags soll es erlauben, der Kostenentwicklung besser Rechnung zu tragen. In den folgenden Abschnitten werden die verschiedenen Schritte dieser Berechnungsmethode erläutert.

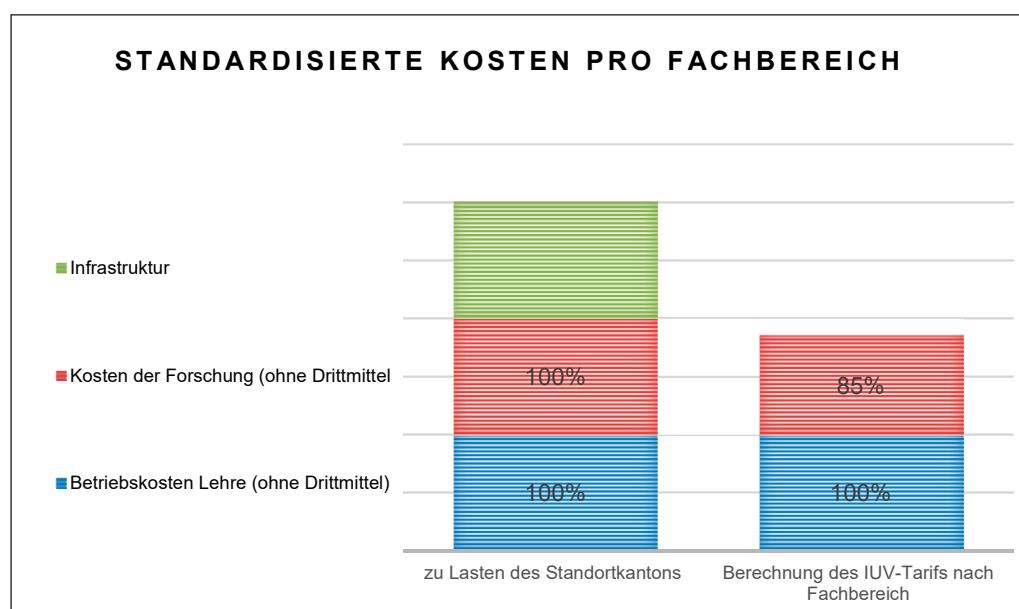
¹ <https://edudoc.ch/record/211794/files/IUV.pdf>, Seiten 8 bis 11.

4.2.1. Standardisierte Kosten je Fachbereich

Der erste Schritt besteht darin, die standardisierten Kosten je Fachbereich zu ermitteln. Ähnliche Fachbereiche werden in Kostengruppen zusammengefasst.

Es wird vereinbart, dass die Infrastrukturkosten wie z.B. Miete und Abschreibungen sowie die entsprechenden Investitionen den Standortkantonen verbleiben, um die Standortvorteile der Universitätskantone in einem ersten Schritt abzugelenken. Diese Kosten werden daher aus der Berechnung ausgeschlossen und nur die Betriebskosten werden berücksichtigt.

Für jeden Fachbereich werden die Ausbildungskosten (ohne die mit Drittmitteln finanzierten Bildungsgänge) ermittelt und voll berücksichtigt. Es werden jedoch nur 85% der Forschungskosten, die den Trägerkantonen nach Abzug der Drittmittel für die Forschung verbleiben, berücksichtigt. Der Abzug von 15% bei den Forschungskosten ist wie folgt begründet: Forschung ist für eine gute universitäre Lehre zwar unabdingbar, von der Spaltenforschung der Universitäten profitieren aber überwiegend die Standortkantone. Die so ermittelte Summe entspricht den standardisierten Kosten nach Fachbereich.



Die standardisierten Kosten je Kostengruppe werden berechnet, indem die standardisierten Kosten der Fachbereiche, die zu dieser Gruppe gehören, addiert werden (für die Definition der Gruppen siehe Kapitel 3 dieser Botschaft).

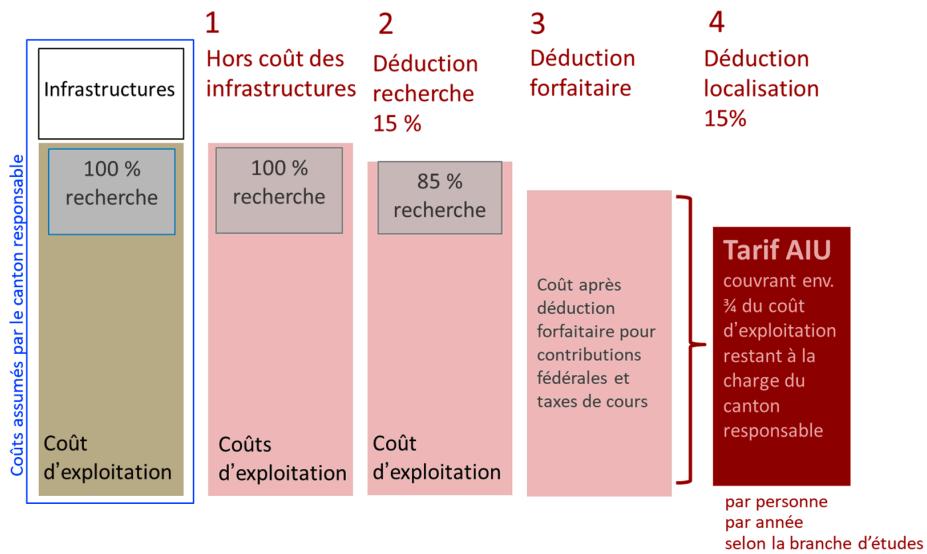
4.2.2. Beiträge

Nachdem die standardisierten Gesamtkosten pro Kostengruppe ermittelt wurden, werden sie durch die Anzahl der Studierenden der einer Kostengruppe zugewiesenen Fachbereiche geteilt. Daraus resultieren die durchschnittlichen Kosten pro Studentin/Student je Kostengruppe. Von diesen Durchschnittskosten wird anschliessend ein Betrag abgezogen, der dem Durchschnitt der von den Hochschulen erhobenen Studiengebühren plus dem Betrag der Bundesbeiträge entspricht, um die standardisierten Nettokosten einer Studentin oder eines Studenten nach Kostengruppen zu erhalten.

Schliesslich wird von den verbleibenden Kosten ein zusätzlicher Abzug von 15% vorgenommen. Dieser stellt zusammen mit den zuvor vorgenommenen Abzügen bei den Infrastruktur- und Forschungskosten einen Ausgleich für die Vorteile dar, die die Universitätskantone geniessen (Abzug des Standortvorteils). Schematisch kann diese Kostenberechnung wie folgt dargestellt werden:

$$\text{Durchschnittliche Betriebskosten für die Lehre} + 85\% \text{ Forschungskosten} - \text{Bundesbeiträge} - \text{Studiengebühren} - 15\% \text{ Standortvorteil} = \text{Tarif}$$

Le nouveau système de calcul des tarifs



4.2.3. Nach der Vernehmlassung vorgenommene Änderungen

Wie bereits erwähnt, hat die EDK nach der Vernehmlassung beschlossen, am Vereinbarungsentwurf eine Reihe von Änderungen vorzunehmen. Abgesehen von den formalen Anpassungen beziehen sich die Änderungen des Vereinbarungstextes auf folgende Aspekte:

1. Drittmittel für die Lehre werden bei der Berechnung der standardisierten Kosten von den Betriebskosten für die Lehre abgezogen (Art. 9 Abs. 1 Bst. a).
2. Die Definition der Fachbereiche und deren Zuordnung zu einer Kostengruppe wird nicht mehr in der Vereinbarung, sondern im Anhang festgelegt und kann bei wesentlichen Änderungen durch die Konferenz der Vereinbarungskantone geändert werden (Art. 9, Abs. 2 und 3).
3. Es wird eine Möglichkeit zur Plafonierung der Forschungskosten eingeführt (Art. 9 Abs. 3).
4. Der Abzug für Studiengebühren basiert nun auf dem Durchschnitt und nicht auf einem Pauschalbetrag, während für Bundesbeiträge die effektiven oder pauschal berechneten Beträge verwendet werden können (Art. 10, Abs. 1).
5. Die Beiträge für die Kostengruppe III sind auf das Doppelte der Kosten für die Lehre in dieser Kostengruppe begrenzt, d.h. die berücksichtigten Forschungskosten dürfen die Kosten für die Lehre nicht übersteigen. In

begründeten Fällen kann die Konferenz der Vereinbarungskantone diese Beiträge über das definierte Maximum hinaus erhöhen (Art. 10 Abs. 1).

6. Die Änderungen zum zahlungspflichtigen Kanton, die ursprünglich einen Wohnsitzwechsel bei einer Unterbrechung des Studiums von mehr als drei Jahren berücksichtigen sollten, werden gestrichen (Art. 12, Abs. 1).
7. Die Befugnisse der Konferenz der Vereinbarungskantone werden erweitert; diese kann nun sowohl in die Zuordnung der Fachbereiche (zu einer Kostengruppe) als auch in verschiedene Parameter eingreifen, die bei der Festlegung der Beiträge berücksichtigt werden (Art. 16 Abs. 2).
8. Für die Kostengruppe III (Medizin) wird eine Übergangsbestimmung eingeführt, da die Kosten für diese Kostengruppe noch nicht so verlässlich ermittelt werden können wie in den anderen Bereichen, insbesondere wegen der Schwierigkeit, die Kosten für die klinische Ausbildung in Universitätsspitalen zu erheben. Diese Bestimmung sieht vor, dass, solange keine validierte Kostendaten vorliegen, der Tarif der Kostengruppe III das Doppelte des Tarifs der Kostengruppe II beträgt (Art. 26 Abs. 3).
9. Eine Übergangsbestimmung sorgt für eine schrittweise Umstellung von der IUV 1997 auf die IUV 2019 in einer Übergangsphase von drei Jahren, wobei die Differenz zwischen den nach den beiden Vereinbarungen berechneten Beträgen im ersten Jahr zu 25%, dann zu 50% und 75% berücksichtigt wird und ab dem vierten Jahr die Berechnung vollständig auf der IUV 2019 beruht (Artikel 27).

10. Die alle vier Jahre vorgesehene Anpassung der Beiträge wurde abgeschafft. Die Konferenz der Vereinbarungskantone wird nun für die Festlegung der Höhe und Dauer der Beiträge zuständig sein.

Diese Änderungen sind vor allem eine Reaktion auf die Befürchtung derjenigen Kantone, bei denen eine grosse Anzahl ihrer Studierenden an Universitäten anderer Kantone studiert, sie könnten keinen Einfluss nehmen auf die Entwicklung der Kosten und damit auch der IUV-Tarife. Insbesondere für die Kostengruppe III, deren Kosten noch nicht genau feststehen, wurde ein unkontrollierter, da mit der Kostenentwicklung verbundener Anstieg der Kosten befürchtet. Die neuen Bestimmungen schränken einerseits die Berücksichtigung der Forschungskosten ein und geben andererseits der Konferenz der Vereinbarungskantone eine Reihe von Befugnissen zur Mitbestimmung bei der Definition der Kostengruppen und der Festlegung der Tarife. Man wird darauf achten müssen, dass die Konferenz diese Möglichkeiten sparsam nutzt. Denn sonst würden die Beiträge vielmehr auf politischer Basis denn im Verhältnis zu den effektiven Kosten festgelegt, wodurch eines der Ziele der aktuellen Revision der IUV verfehlt würde.

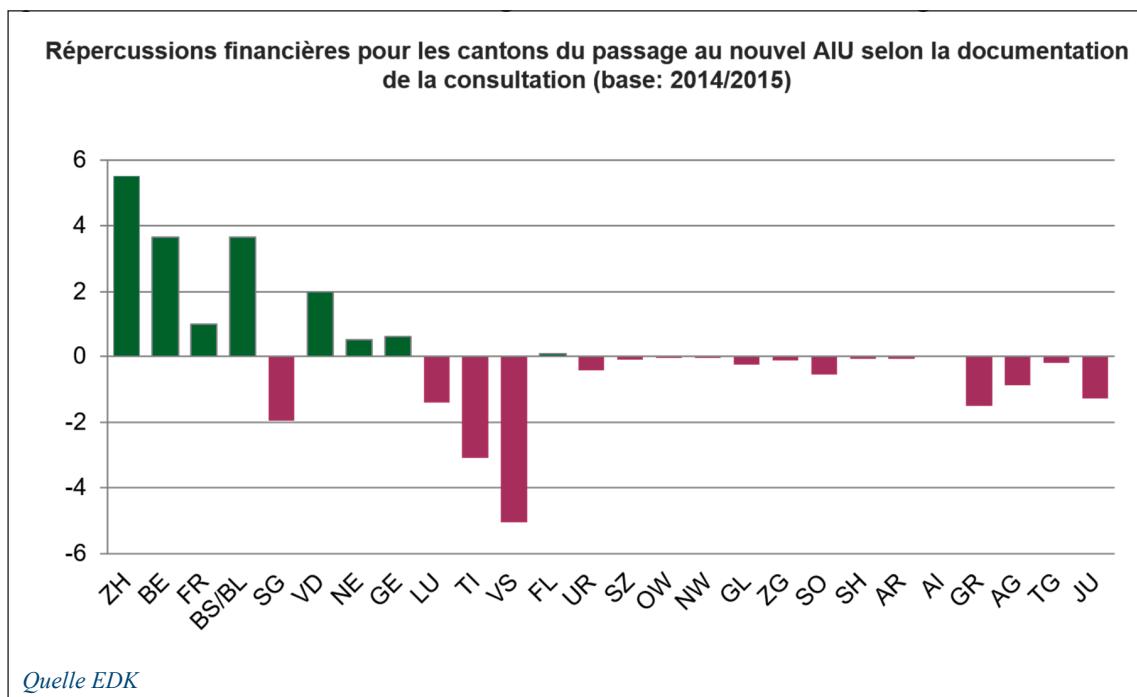
5. Finanzielle Auswirkungen

Für den Kanton Freiburg hat das Inkrafttreten der neuen IUV in der nach den Ergebnissen der Vernehmlassung geänderten Fassung, die nach der Verabschiedung durch die EDK

am 27. Juni 2019 zur Ratifizierung vorgelegt wird, negative finanzielle Auswirkungen, die derzeit auf jährlich 1,33 Millionen Franken geschätzt werden. Laut den Hochrechnungen, die dem 2017 in die Vernehmlassung gegebenen Vereinbarungsentwurf beigelegt wurden, hätte der Kanton Freiburg hingegen von einem positiven Gesamtsaldo von einer Million Franken profitieren sollen.

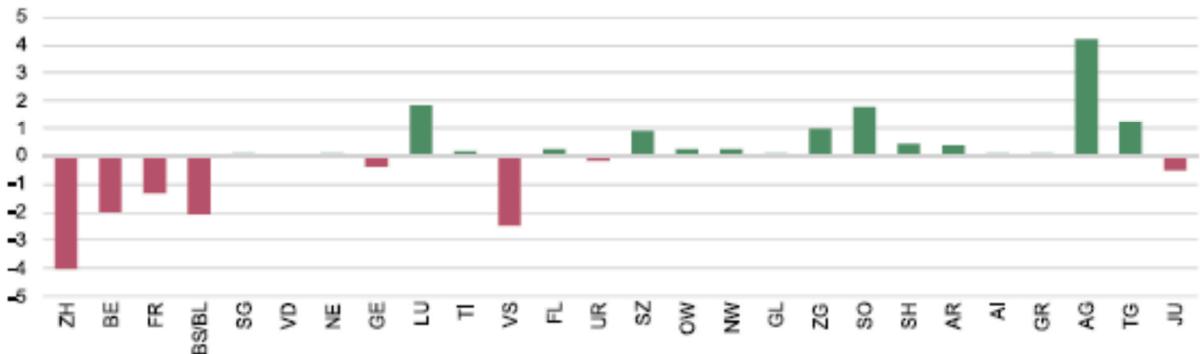
Diese Differenz von 2,33 Mio. Franken ist auf die nach der Vernehmlassung vorgenommenen Änderungen der Berechnungsmethode für die Beiträge (methodische Anpassungen) und auf die Entwicklung der Kosten pro Studentin oder Student zurückzuführen, die zu einer Senkung der Tarife führen dürften. Dies wird sich negativ auf die Einnahmen der Universitäten im Allgemeinen und der Universität Freiburg im Besonderen auswirken. Es ergibt sich insgesamt (auf gesamtschweizerischer Ebene) eine Verringerung des Volumens der IUV-Beiträge um 4% (abgesehen von der Übergangsphase).

Die folgenden Abbildungen, die vom Generalsekretariat der EDK erstellt wurden, zeigen die Entwicklung der finanziellen Auswirkungen für die verschiedenen Kantone zwischen der 2017 in die Vernehmlassung gegebenen Version der neuen IUV und der im Juni 2019 verabschiedeten endgültigen Fassung der Vereinbarung. Der Vergleich zeigt, dass in letzterer die Universitätskantone nicht, wie ursprünglich geplant, von der Abschaffung des Rabatts für die Wanderungsverluste profitieren, sondern darüber hinaus sogar teilweise die Kosten dafür tragen müssen.



Répercussions du changement de système pour les cantons sur la base des données actuelles
 (sans prise en compte de la phase transitoire)

Variations en valeurs absolues en millions de francs



Quelle EDK

Die IUV 2019 führt bei allen Universitäten zu geringeren Einnahmen, während in allen Kantonen ausser Wallis, Jura und Uri die Ausgaben für ihre Angehörigen, die ausserhalb ihres Heimatkantons studieren, sinken. Die Differenz zwischen den Einnahmen, welche die Universität Freiburg auf der Basis der IUV 2019 erwarten kann, und den Einnahmen aus der IUV 1997 beträgt somit -2,77 Millionen Franken. Gleichzeitig sinken die Ausgaben des Kantons für die Ausbildung seiner Studierenden an anderen Hochschulen vergleichsweise um 1,44 Millionen Franken. Diese Angaben stammen aus der letzten Aktualisierung der Tarifberechnung, die vom Generalsekretariat der EDK im Januar 2021 auf der Basis der Kosten und Studierendenzahlen der Jahre 2018 und 2019 durchgeführt wurde. Diese Berechnung wird in der folgenden Tabelle illustriert (alle Kosten werden pro Studentin oder Student angegeben):

Tarifberechnung nach Kostengruppe	I	II	III
Betriebskosten Lehre	9 092	15 666	
Betriebskosten Forschung	8 350	25 893	
Total der Betriebskosten (vor den Abzügen)	17 441	41 559	
15% Forschungsabzug	-1 253	-3 884	
Standardisierte Kosten («Kosten einer guten Lehre»)	16 189	37 675	
Abzug Bundesbeitrag (Pauschale von 20%)	-3 238	-7 535	
Abzug Studiengebühr (Mittelwert)	-1 307	-1 307	
Dem Träger verbleibende «Betriebskosten einer guten Lehre»	11 644	28 833	
15% Standortabzug	-1 747	-4 325	
Restbetrag = Beitragssatz	9 898	24 508	49 016
Aktueller IUV-Tarif	10 600	25 700	51 400
Tarife gemäss Entwurf der IUV 2019 und auf der Basis der Daten von 2014/15 (Vernehmlassungsunterlagen)	10 067	29 264	51 119

Die Tabelle zeigt die Abweichungen sowohl im Vergleich zu den aktuellen Tarifen (-6,6% für die Kostengruppe I und -4,6% für die Kostengruppe II) als auch im Vergleich zu den während der Vernehmlassung angegebenen Zahlen. Neben den oben genannten Änderungen der Berechnungsmethode werden die Tarife auch durch die Entwicklung der Studierendenzahlen beeinflusst. Insbesondere steigt die Zahl der Studierenden in der Kostengruppe II, wohingegen die Zahl der Studierenden in der Kostengruppe I stabil bleibt.

Die Tarife, das Beitragsvolumen und die hier erläuterten Auswirkungen auf die einzelnen Kantone sind jedoch nur eine Momentaufnahme. Die Ergebnisse ändern sich, wenn die Daten eines neuen Jahres verwendet werden, insbesondere bei Schwankungen der Anzahl der Studierenden, ihrer Verteilung in den Kostengruppen oder der Kostenstruktur.

Nach der aktuellen Hochrechnung der EDK lassen sich die Auswirkungen der IUV 2019 (im Vergleich zur IUV 1997) für den Kanton Freiburg wie folgt darstellen (in Millionen Schweizer Franken), wenn sie im Jahr 2022 in Kraft treten würde, wobei von einer schrittweisen Umsetzung der neuen IUV ausgegangen wird:

Jahr	Einnahmen (UniFr)	Ausgaben (Verringerung)	Rest
2022	-0.69	0.36	-0.33
2023	-1.38	0.72	-0.66
2024	-2.08	1.08	-1.00
Ab 2025	-2.77	1.44	-1.33

Da der Kanton für die Mindereinnahmen der Universität aufkommen muss, wird die finanzielle Mehrbelastung durch die neue IUV schrittweise von 0,33 auf 1,33 Mio. Franken ansteigen.

6. Stellungnahme des Staatsrats

Die Änderungen, die nach der Vernehmlassung vorgenommen wurden, waren derart, dass der Staatsrat seine Unterstützung für den Vereinbarungsentwurf, die er in seiner Antwort auf die Vernehmlassung zum Ausdruck gebracht hatte, in Frage stellte. Wie bereits erwähnt, wird der Kanton Freiburg 1,44 Millionen Franken weniger bezahlen müssen, verliert gleichzeitig aber 2,77 Millionen Franken an Beiträgen an die Universität Freiburg, was einen negativen Saldo von 1,33 Millionen Franken gegenüber der heutigen Regelung ergibt. Nach der in die Vernehmlassung gegebenen Fassung hätte der Kanton Freiburg von einem Gesamtgewinn von einer Million profitiert.

Der Kanton Freiburg hat sich mehrfach und bei verschiedenen Gelegenheiten zu Wort gemeldet, um die Änderungen zu beanstanden, die der Revisionsentwurf zwischen dem in die Vernehmlassung gegebenen Entwurf und seiner endgültigen Fassung erfahren hat, insbesondere durch die «methodischen Anpassungen», die während der Arbeiten vorgenommen wurden. Dagegen wehrten sich die Vertreterinnen und Vertreter des Kantons sowohl in der Kommission Hochschulfinanzierung als auch im Vorstand und in der Plenarversammlung der EDK sowie durch die Teilnahme an der gemeinsamen Aktion der CIIP (siehe Kapitel 1).

Da jedoch die Kantone, die sich gegen die endgültige Fassung der neuen IUV 2019 gewehrt haben, nicht erfolgreich waren und die Plenarversammlung der EDK für die Annahme gestimmt hat, bleibt dem Kanton Freiburg keine andere Wahl als der Beitritt. Ab 2. September 2021 haben bereits 19 Kantone sowie das Fürstentum Liechtenstein die Vereinbarung ratifiziert, und der EDK-Vorstand hat beschlossen, sie per 1. Januar 2022 in Kraft zu setzen. Kantone, die der Vereinbarung bis zu diesem Datum nicht beigetreten sind, haben zwei Jahre Zeit, dies zu tun. Die dreijährige Übergangsphase mit der schrittweisen Einführung der IUV 2019, wie in Kapitel 4.2.3, Punkt 9 erläutert, wird ebenfalls ab Beginn des Jahres 2022 beginnen. Unter diesen Umständen ist der Staatsrat der Ansicht, dass es für den Kanton Freiburg an der Zeit ist, dieser Vereinbarung beizutreten.

7. Schlussbemerkungen

Wie bereits erwähnt, wird die IUV 2019 für den Kanton Freiburg eine finanzielle Mehrbelastung gegenüber der gegenwärtigen Situation bringen. Die Bedeutung dieser Vereinbarung für die interkantonale Finanzierung der Universitäten und insbesondere der Freiburger Universität sowie für die Mobilität der Freiburger Studierenden macht den Beitritt zu dieser Vereinbarung jedoch unumgänglich. Dieser Beitritt muss mit der Kündigung der derzeit geltenden Vereinbarung verknüpft werden.

Der Staatsrat empfiehlt deshalb dem Grossen Rat ein, der IUV 2019 beizutreten und die IUV 1997 zu kündigen.

Projet du 12.10.2021

Entwurf vom 12.10.2021

**Loi portant adhésion à l'accord intercantonal sur
les contributions aux coûts de formation des hautes écoles
universitaires**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution fédérale du 18 avril 1999, en particulier les articles 48 et 63a (Cst. féd.);

Vu la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE);

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, en particulier les articles 100 et 114 (Cst.);

Vu la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantoniales, en particulier les articles 4 et 13 (LConv);

Vu la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (LUni);

Vu l'accord intercantonal du 27 juin 2019 sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (AIU);

Vu le message 2021-DICS-21 du Conseil d'Etat du 12 octobre 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

**Gesetz über den Beitritt des Kantons Freiburg
zur Interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an
die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen
(Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV 2019)**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Bundesverfassung vom 18. April 1999, insbesondere die Artikel 48 und 63a (BV);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG);

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, insbesondere die Artikel 100 und 114 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge, insbesondere die Artikel 4 und 13 (VertragsG);

gestützt auf das Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (UniG);

gestützt auf die Interkantonale Vereinbarung vom 27. Juni 2019 über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (IUV);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DICS-21 des Staatsrates vom 12. Oktober 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Le canton de Fribourg adhère à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) du 27 juin 2019, dont le texte suit la présente loi.

Art. 2

¹ Le canton de Fribourg dénonce l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997.

ANNEXES SOUS FORME DE DOCUMENTS SÉPARÉS

Annexe 1: Accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires du 27 juin 2019 (AIU)

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

I.

Art. 1

¹ Der Kanton Freiburg tritt der Interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen vom 27. Juni 2019 (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV) bei. Der Wortlaut der Vereinbarung wird im Anhang wiedergegeben.

Art. 2

¹ Der Kanton Freiburg kündigt die interkantonale Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997.

ANHÄNGE IN DER FORM SEPARATER DOKUMENTE

Anhang 1: Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen vom 27.06.2021

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

ANNEXE 1

Accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU)

du 27.06.2019

I Dispositions générales

Art. 1 But

¹ L'accord règle l'accès intercantonal aux hautes écoles universitaires cantonales et aux institutions du domaine universitaire en respect du principe de l'égalité de traitement et fixe la compensation versée par les cantons aux cantons responsables.

² Il favorise ainsi l'équilibre des charges entre les cantons et la libre circulation étudiante et s'inscrit dans la coordination de la politique des hautes écoles en Suisse.

Art. 2 Subsidiarité par rapport aux accords de coresponsabilité et de cofinancement

Les accords intercantonaux qui règlent la coresponsabilité et le cofinancement d'une ou de plusieurs hautes écoles universitaires et d'institutions du domaine universitaire priment le présent accord, à condition qu'ils n'enfreignent pas les principes prévus à l'article 3.

Art. 3 Principes

¹ Les cantons débiteurs versent aux cantons responsables des hautes écoles universitaires des contributions aux coûts de formation de leurs étudiantes et étudiants.

² Les cantons responsables des hautes écoles universitaires sont tenus de fournir pour leurs propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord.

³ Ils accordent les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord.

ANHANG 1

Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV)

vom 27.06.2019

I Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck

¹ Die Vereinbarung regelt den gleichberechtigten interkantonalen Zugang zu den kantonalen universitären Hochschulen und zu Institutionen im universitären Hochschulbereich sowie die Abgeltung der Kantone an die Trägerkantone.

² Sie fördert damit den interkantonalen Lastenausgleich sowie die Freizügigkeit für Studierende und ist Teil einer koordinierten schweizerischen Hochschulpolitik.

Art. 2 Subsidiarität zu Mitträgervereinbarungen

Interkantonale Vereinbarungen, welche die Mitträgerschaft einer oder mehrerer universitäter Hochschulen und von Institutionen im universitären Hochschulbereich regeln, gehen dieser Vereinbarung vor, sofern sie die Grundsätze gemäss Artikel 3 nicht verletzen.

Art. 3 Grundsätze

¹ Die zahlungspflichtigen Kantone leisten den Trägerkantonen universitäter Hochschulen (Hochschulträgerkantone) für ihre Studierenden Beiträge an die Kosten des Hochschulstudiums.

² Die Hochschulträgerkantone müssen für ihre Studierenden mindestens dieselben geldwerten Leistungen erbringen, wie sie die vorliegende Vereinbarung vorsieht.

³ Sie gewähren den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung.

II Droit aux contributions

Art. 4 Offres d'études donnant droit à des contributions

¹ Donnent droit à des contributions les offres d'études proposées par les hautes écoles publiques cantonales qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et par les institutions publiques cantonales du domaine universitaire qui sont accréditées.

² La Conférence des cantons membres de l'accord peut reconnaître le droit à des contributions pour les hautes écoles universitaires et les institutions du domaine universitaire qui sont en cours de procédure d'accréditation. Elle définit les critères déterminants dans des directives. L'article 26 demeure réservé.

³ Les offres d'études débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée donnent droit à des contributions si elles respectent les conditions de reconnaissance supplémentaires formulées dans le droit applicable.

⁴ Sont considérées comme offres d'études au sens des alinéas 1 à 3

- a) les études de niveau bachelor ou master,
- b) les études de niveau doctorat, en tenant compte de l'article 11,
- c) d'autres offres d'études désignées par la Conférence des cantons membres de l'accord.

⁵ Les cours préparatoires et les offres de formation continue ne donnent pas droit à des contributions.

Art. 5 Offres d'institutions privées donnant droit à des contributions

¹ Les offres d'études des hautes écoles qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et celles des institutions du domaine universitaire privées accréditées peuvent se voir reconnaître le droit à des contributions par la Conférence des cantons membres de l'accord, à condition que le canton siège

- a) participe au financement de la haute école privée,
- b) lui fournit pour ses propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord,
- c) garantisse qu'elle accorde les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord, et

II Beitragsberechtigung

Art. 4 Beitragsberechtigte Studienangebote

¹ Beitragsberechtigt sind Studienangebote von institutionell akkreditierten öffentlich-rechtlichen kantonalen Hochschulen sowie von akkreditierten öffentlich-rechtlichen Institutionen der Kantone im universitären Hochschulbereich.

² Die Konferenz der Vereinbarungskantone kann universitäre Hochschulen und Institutionen im universitären Hochschulbereich, die sich im Akkreditierungsverfahren befinden, als beitragsberechtigt erklären. Sie definiert die dafür massgebenden Kriterien in Richtlinien. Artikel 26 wird vorbehalten.

³ Studienangebote, deren Abschluss den Zugang zu einem geregelten Beruf beinhaltet, gelten als beitragsberechtigt, wenn die im massgebenden Recht formulierten zusätzlichen Anerkennungsvoraussetzungen erfüllt sind.

⁴ Studienangebote im Sinne der vorhergehenden Absätze sind

- a) Bachelor- oder Masterstudien,
- b) Doktoratsstudien unter Berücksichtigung von Artikel 11,
- c) weitere von der Konferenz der Vereinbarungskantone bezeichnete Studienangebote.

⁵ Studienvorbereitende Angebote und Angebote der Weiterbildung sind nicht beitragsberechtigt.

Art. 5 Beitragsberechtigte Studienangebote privater Institutionen

¹ Studienangebote institutionell akkreditierter privater Hochschulen und von akkreditierten privaten Institutionen im universitären Hochschulbereich können von der Konferenz der Vereinbarungskantone als beitragsberechtigt anerkannt werden. Voraussetzung ist, dass der Standortkanton

- a) sich an der privaten Hochschule finanziell beteiligt,
- b) für seine Studierenden an der privaten Hochschule mindestens dieselben geldwerten Leistungen erbringt, wie es die vorliegende Vereinbarung vorsieht,
- c) sicherstellt, dass die private Hochschule den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung gewährt und

d) soit représenté dans l'instance responsable de ladite haute école ou participe sous une autre forme à la conduite stratégique de celle-ci.

²L'article 4, al. 3 à 5, et l'article 6 s'appliquent également aux institutions privées.

Art. 6 Base de données des filières d'études donnant droit à des contributions

¹ Les filières d'études donnant droit à des contributions sont recensées par domaines d'études dans une base de données.

² Si les caractéristiques du système de formation ne permettent pas de déterminer à quel domaine d'études appartient une offre ou en cas de controverse, la question est tranchée par la Commission AIU.

Art. 7 Étudiantes et étudiants

¹ Sont réputées étudiantes et étudiants donnant lieu à des contributions au titre du présent accord les personnes qui sont immatriculées pour une offre d'études donnant droit à des contributions.

² Les étudiantes et étudiants ne capitalisant pas d'unités de cours ne donnent pas lieu à des contributions.

³ Les effectifs étudiantins sont établis sur la base des statistiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

III Calcul des contributions et obligation de paiement

Art. 8 Assiette des contributions

¹ Les contributions intercantonales sont fixées pour chaque groupe de coûts sous la forme d'un montant forfaitaire annuel par étudiant ou étudiante.

² Elles sont facturées aux cantons débiteurs sur la base des effectifs étudiantins recensés aux semestres d'automne et de printemps. La Commission AIU décide des modalités de la facturation.

Art. 9 Bases servant à fixer le montant des contributions intercantonales

¹ Le calcul des contributions intercantonales se base sur le coût standardisé de chaque domaine d'études. Ce coût s'obtient en prenant en compte

d) im Trägerschaftsorgan der privaten Hochschule vertreten oder in anderer Weise an der strategischen Führung der Hochschule beteiligt ist.

² Artikel 4 Abs. 3 bis 5 und Artikel 6 gelten auch für private Institutionen.

Art. 6 Datenbank für beitragsberechtigte Studienangebote

¹ Die beitragsberechtigten Studienangebote sind nach Fachbereichen in einer Datenbank erfasst.

² Ergibt sich die Zuordnung einzelner Angebote zu einem Fachbereich nicht aus den Merkmalen des Systems oder ist sie strittig, fällt die Kommission IUV einen Zuordnungsentscheid.

Art. 7 Studierende

¹ Als Studierende, die einen Beitrag im Sinne dieser Vereinbarung auslösen, gelten Personen, die für ein beitragsberechtigtes Studienangebot immatrikuliert sind.

² Für Studierende, die keine Studienleistungen beziehen, werden keine Beiträge geleistet.

³ Die Studierendenzahl wird auf der Grundlage der Studierendenstatistik des Bundesamtes für Statistik BFS ermittelt.

III Beitragsbemessung und Zahlungspflicht

Art. 8 Bemessungsgrundlage

¹ Die interkantonalen Beiträge werden als jährlicher Pauschalbeitrag pro Studentin oder Student pro Kostengruppe festgelegt.

² Sie werden den zahlungspflichtigen Kantonen auf Grundlage der im Herbstbeziehungsweise Frühjahrssemester erhobenen Studierendenzahlen in Rechnung gestellt. Die Kommission IUV entscheidet über die Modalitäten der Rechnungsstellung.

Art. 9 Grundlagen für die Festlegung der interkantonalen Beiträge

¹ Grundlage für die Bemessung der interkantonalen Beiträge sind die standardisierten Kosten pro Fachbereich. Diese ergeben sich aus

- a) le solde du coût d'exploitation de l'enseignement après déduction des fonds de tiers alloués à l'enseignement, à 100%, et
- b) le solde du coût d'exploitation de la recherche à la charge du canton responsable de la haute école universitaire après déduction des fonds de tiers alloués à la recherche, à 85%.

Ce coût est déterminé sur la base de la statistique financière des hautes écoles de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le coût des infrastructures n'est pas crédité.

² Les domaines d'études et leur rattachement aux groupes de coûts sont définis dans l'annexe de l'accord.

³ En cas de modifications importantes des bases de calcul définies à l'alinéa 1, la Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, à créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou à subdiviser un groupe de coûts existant. Elle peut en outre plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié.

Art. 10 Hauteur des contributions intercantionales

¹ Pour chaque groupe de coûts est calculée la moyenne des coûts standardisés des domaines d'études. De ce coût moyen est déduit un montant correspondant à la moyenne des taxes de cours ainsi qu'aux contributions fédérales effectives ou forfaitaires. Les contributions correspondent à 85% du montant ainsi obtenu.

² La hauteur des contributions intercantionales pour le groupe de coûts III ne dépasse pas le double de la moyenne des coûts de l'enseignement calculés conformément à l'article 9, al. 1, let. a, pour les domaines d'études appartenant à ce groupe. La Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé lorsque cela s'avère justifié. L'article 26, al. 3, demeure réservé.

³ La Conférence des cantons membres de l'accord a compétence pour fixer la hauteur et la durée de validité des contributions.

- a) den nach Abzug der Drittmittel für die Lehre verbleibenden Betriebskosten für die Lehre zu 100 Prozent sowie
- b) den Betriebskosten für die Forschung, welche dem Träger nach Abzug der Drittmittel für die Forschung verbleiben, zu 85 Prozent.

Die Kosten werden auf der Grundlage der Statistik der Hochschulfinanzen des Bundesamtes für Statistik BFS ermittelt. Die Infrastrukturkosten werden nicht angerechnet.

² Die Definition der Fachbereiche und deren Zuordnung zu einer Kostengruppe erfolgt im Anhang zur Vereinbarung.

³ Die Konferenz der Vereinbarungskantone kann bei wesentlichen Veränderungen der in Absatz 1 definierten Bemessungsgrundlagen die Zuordnung eines Fachbereichs zu einer Kostengruppe ändern, zusätzliche Kostengruppen einrichten und/oder bestehende Kostengruppen aufteilen. In begründeten Fällen kann sie zudem die für die Forschung anzurechnenden Betriebskosten plafonieren.

Art. 10 Höhe der interkantonalen Beiträge

¹ Ausgehend von den standardisierten Kosten pro Fachbereich werden die Durchschnittskosten pro Kostengruppe errechnet sowie ein Abzug in Höhe der durchschnittlichen Studiengebühren und der effektiven oder pauschal berechneten Bundesbeiträge vorgenommen. Die Beiträge entsprechen 85 Prozent der so errechneten Kosten.

² Die interkantonalen Beiträge für die Kostengruppe III betragen maximal das Doppelte des Durchschnitts der für die Fachbereiche dieser Kostengruppe ermittelten Kosten für die Lehre gemäss Artikel 9 Abs. 1 Bst. a. In begründeten Fällen kann die Konferenz der Vereinbarungskantone die Beiträge für die Kostengruppe III über das definierte Maximum hinaus erhöhen. Artikel 26 Abs. 3 wird vorbehalten.

³ Für die Festlegung der Beiträge und die Dauer der Gültigkeit ist die Konferenz der Vereinbarungskantone zuständig.

Art. 11 Durée de l'obligation de payer les contributions

¹ Les contributions intercantonales au sens du présent accord doivent être versées pour le premier et, le cas échéant, pour un second cursus. Ces cursus peuvent comprendre le cycle de bachelor, le cycle de master et éventuellement le cycle doctoral. Un second cursus ne peut être financé qu'après l'obtention d'un premier titre universitaire du niveau master.

² La durée de l'obligation de payer est limitée à 12 semestres pour le premier cursus et à 12 semestres supplémentaires pour le second cursus. Pour les cursus de médecine, l'obligation de payer est prolongée à 16 semestres.

³ La Conférence des cantons membres de l'accord fixe la durée maximale donnant droit à des contributions pour les offres d'études visées par l'article 4, al. 4, let. c.

Art. 12 Canton débiteur

¹ Est canton débiteur le canton membre de l'accord dans lequel l'étudiant ou l'étudiante avait son domicile légal (art. 23 ss CC) au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux études universitaires.

² En cas de second cursus, le canton débiteur est celui où se trouve le domicile légal de l'étudiant ou de l'étudiante au moment du début de ses secondes études (début du semestre).

Art. 13 Taxes de cours

Les cantons responsables des hautes écoles universitaires peuvent percevoir des taxes de cours individuelles appropriées. Si la somme desdites taxes et des contributions prévues à l'article 10 dépasse le coût standardisé ayant servi au calcul des contributions pour le groupe de coûts concerné selon l'annexe, le montant de celles-ci est réduit en conséquence.

Art. 11 Dauer der Beitragspflicht

¹ Interkantonale Beiträge im Sinne der Vereinbarung sind für ein Erst- sowie ein allfälliges Zweitstudium zu entrichten. Ein Studium (Erst- oder Zweitstudium) kann Studienangebote auf Bachelor-, Master- sowie allenfalls Doktoratsstufe enthalten. Voraussetzung für die Finanzierung eines Zweitstudiums ist ein erster universitärer Abschluss auf Stufe Master.

² Die Beitragspflicht ist zeitlich auf 12 Semester für ein Erst- und weitere 12 Semester für ein Zweitstudium begrenzt. Für Studierende der medizinischen Studiengänge verlängert sich die Dauer der Beitragspflicht auf 16 Semester.

³ Die Konferenz der Vereinbarungskantone legt die maximale beitragsberechtigte Dauer für Studienangebote gemäss Artikel 4 Abs. 4 Bst. c fest.

Art. 12 Zahlungspflichtiger Kanton

¹ Zahlungspflichtig ist derjenige Vereinbarungskanton, in dem eine Studentin oder ein Student zum Zeitpunkt des Erwerbs des Zulassungsausweises zur universitären Hochschule zivilrechtlichen Wohnsitz (Artikel 23ff. ZGB¹) hatte.

² Bei Aufnahme eines Zweitstudiums ist derjenige Kanton zahlungspflichtig, in dem eine Studentin oder ein Student zum Zeitpunkt der Aufnahme des Zweitstudiums (Semesterbeginn) zivilrechtlichen Wohnsitz hat.

Art. 13 Studiengebühren

Die Hochschulträgerkantone können angemessene individuelle Studiengebühren erheben. Übersteigt die Summe der Beiträge gemäss Artikel 10 und der individuellen Studiengebühren die den Beiträgen zugrunde liegenden standardisierten Kosten pro Kostengruppe gemäss Anhang, werden die Beiträge entsprechend gekürzt.

¹ Schweizerisches Zivilgesetzbuch vom 10. Dezember 1907; SR 210

IV Accès aux hautes écoles et égalité de traitement

Art. 14 Égalité de traitement lors de l'admission

Les candidates et candidats aux études ainsi que les étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord bénéficient des mêmes droits d'accès que ceux du ou des canton(s) responsable(s) de la haute école universitaire, y compris en cas de limitations de l'accès aux études.

Art. 15 Traitement des étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord

¹ Les étudiantes et étudiants provenant de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord ne peuvent se prévaloir des mêmes droits que les autres étudiantes et étudiants.

² Ils ne sont admis à une filière d'études donnant droit à des contributions selon le présent accord qu'une fois que les étudiantes et étudiants des cantons membres de l'accord y ont obtenu une place d'études.

³ Ils doivent s'acquitter, pour les cursus suivis, de contributions d'un montant correspondant au moins à celui des contributions prévues à l'art. 10.

V Exécution

Art. 16 Conférence des cantons membres de l'accord

¹ La Conférence des cantons membres de l'accord se compose des représentantes et représentants des gouvernements des cantons qui ont adhéré à l'accord, à raison d'un conseiller ou d'une conseillère d'État par canton.

² Ses tâches sont les suivantes:

- a) fixer la hauteur et la durée de validité des contributions intercantoniales pour chaque groupe de coûts et définir le montant de la déduction correspondant aux contributions fédérales (art. 10),
- b) définir les domaines d'études et les rattacher à un groupe de coûts (art. 9, al. 2),
- c) changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou subdiviser un groupe de coûts existant ainsi qu'adapter l'annexe de l'accord en conséquence (art. 9, al. 3),

IV Hochschulzugang und Gleichbehandlung

Art. 14 Gleichbehandlung bei der Zulassung

Die Studienanwärterinnen, die Studienanwärter und die Studierenden aus den Vereinbarungskantonen haben bezüglich der Zulassung zum Studium die gleiche Rechtsstellung wie diejenigen des Hochschulträgerkantons beziehungsweise der Hochschulträgerkantone. Dies gilt auch bei Vorliegen von Zulassungsbeschränkungen.

Art. 15 Behandlung von Studierenden aus Nichtvereinbarungskantonen

¹ Studierende aus Nichtvereinbarungskantonen haben keinen Anspruch auf Gleichbehandlung.

² Sie werden an ein beitragsberechtigtes Studienangebot im Sinne dieser Vereinbarung erst zugelassen, wenn die Studierenden aus Vereinbarungskantonen Aufnahme gefunden haben.

³ Sie leisten für die in Anspruch genommenen Studienangebote Beiträge, die mindestens den Beiträgen gemäss Artikel 10 entsprechen.

V Vollzug

Art. 16 Die Konferenz der Vereinbarungskantone

¹ Die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt sich aus je einer regierungsrätlichen Vertreterin oder einem regierungsrätlichen Vertreter der Kantone zusammen, die der Vereinbarung beigetreten sind.

² Ihr obliegen folgende Aufgaben:

- a) Festlegung der interkantonalen Beiträge pro Kostengruppe und die Dauer von deren Gültigkeit einschliesslich Definition der in Abzug zu bringenden Bundesbeiträge (Art. 10),
- b) Definition der Fachbereiche und Zuordnung zu einer Kostengruppe (Art. 9 Abs. 2),
- c) Änderung der Zuordnung eines Fachbereichs zu einer Kostengruppe, Einrichtung zusätzlicher Kostengruppen und/oder Aufteilung bestehender Kostengruppen sowie entsprechende Anpassung des Anhangs (Art. 9 Abs. 3),

- d) plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié (art. 9, al. 3),
- e) augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé (art. 10, al. 2),
- f) désigner les autres offres d'études assimilées (art. 4, al. 4, let. c) et fixer leur durée ordinaire (art. 11, al. 3),
- g) réduire le cas échéant les contributions (art. 13),
- h) reconnaître ou non le droit à des contributions pour les offres d'études des hautes écoles en cours de procédure d'accréditation (art. 4, al. 2), pour celles débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée (art. 4, al. 3) ainsi que pour celles des hautes écoles privées (art. 5),
- i) approuver le budget et les comptes relatifs à l'exécution de l'accord (art. 19),
- k) élire les membres de la Commission AIU ainsi que son président ou sa présidente (art. 17), et
- l) fixer l'année comptable à partir de laquelle les contributions pour le groupe de coûts III sont calculées sur la base des coûts validés.

³ Les décisions relevant de l'alinéa 2, let. a à g ainsi que l, requièrent la majorité des deux tiers des membres de la Conférence dont la moitié au moins des cantons universitaires au sens du concordat sur les hautes écoles. Les autres décisions se prennent à la majorité simple des membres présents.

Art. 17 Commission AIU

¹ En vue de l'exécution du présent accord, la Conférence des cantons membres de l'accord institue une Commission AIU. Ses membres sont nommés pour une période de quatre ans.

² La Commission AIU se compose de huit conseillères et conseillers d'État issus de cantons membres de l'accord. Quatre représentent un canton responsable d'une haute école universitaire et quatre, un canton qui ne l'est pas.

³ Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) sont représentés à raison d'une personne chacun, qui prend part aux séances avec voix consultative.

- d) Plafonierung der anzurechnenden Betriebskosten für die Forschung in begründeten Fällen (Art. 9 Abs. 3),
- e) Erhöhung der Beiträge für die Kostengruppe III über das definierte Maximum hinaus (Art. 10 Abs. 2),
- f) Definition weiterer Studienangebote (Art. 4 Abs. 4 Bst. c) sowie die Festlegung der entsprechenden Regelstudiendauer (Art. 11 Abs. 3),
- g) Kürzung von Beiträgen (Art. 13),
- h) Entscheid über die Beitragsberechtigung von Studienangeboten von Hochschulen im Akkreditierungsverfahren (Art. 4 Abs. 2), von Studienangeboten, deren Abschluss den Zugang zu einem geregelten Beruf beinhaltet (Art. 4 Abs. 3) sowie von Studienangeboten privater Hochschulen (Art. 5),
- i) Genehmigung von Budget und Rechnung bezüglich der Vollzugskosten (Art. 19),
- k) Wahl der Mitglieder und des oder der Vorsitzenden der Kommission IUV (Art. 17), und
- l) Festlegung des Rechnungsjahrs, ab welchem die Beiträge für die Kostengruppe III auf Basis der validierten Kosten berechnet werden.

³ Die Beschlüsse gemäss Absatz 2 Bst. a bis g sowie l bedürfen der Mehrheit von zwei Dritteln der Konferenzmitglieder, darunter mindestens die Hälfte der Universitätskantone gemäss Hochschulkonkordat². Für die übrigen Beschlüsse gilt das einfache Mehr der anwesenden Konferenzmitglieder.

Art. 17 Kommission IUV

¹ Für den Vollzug wählt die Konferenz der Vereinbarungskantone eine Kommission IUV. Die Amtsdauer beträgt vier Jahre.

² Die Kommission IUV setzt sich aus acht regierungsrätlichen Vertretungen der Vereinbarungskantone zusammen. Vier Mitglieder der Kommission IUV vertreten einen Universitätskanton, vier einen Nichtuniversitätskanton.

³ Je eine Vertretung des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation SBFI und des Bundesamtes für Statistik BFS nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

² Interkantonale Vereinbarung über den schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulkonkordat) vom 20. Juni 2013; Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK, Ziffer 6.0

- ⁴ Les tâches de la Commission AIU sont notamment les suivantes:
- a) superviser l'exécution de l'accord, et en particulier le secrétariat,
 - b) déterminer le groupe de coûts en cas de controverse conformément à l'article 6, al. 2,
 - c) formuler des propositions à l'attention de la Conférence des cantons membres de l'accord pour les décisions relevant de l'article 16, al. 2, let. a à g et l, et
 - d) réglementer les modalités concernant la facturation, le paiement des contributions, les échéances, les jours de référence et la procédure concernant les éventuels intérêts moratoires.

Art. 18 Secrétariat

¹ Le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) assume les fonctions de secrétariat de l'accord.

² Il procède à l'encaissement centralisé des contributions.

Art. 19 Frais liés à l'exécution de l'accord

Les frais liés à l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons qui en sont membres, au prorata de leurs effectifs étudiantins. Ils sont facturés annuellement.

Art. 20 Règlement des litiges

¹ Le règlement des litiges qui pourraient survenir entre cantons membres de l'accord dans le cadre de l'application de celui-ci intervient selon la procédure définie dans l'ACI.

² Les litiges ne pouvant être réglés par cette voie sont tranchés par voie d'action auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 120, al. 1, let. b, LTF.

VI Dispositions finales

Art. 21 Adhésion

¹ L'adhésion au présent accord se déclare auprès du Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

- ⁴ Der Kommission IUV obliegen insbesondere die folgenden Aufgaben:
- a) Überwachung des Vollzugs, insbesondere auch der Geschäftsstelle,
 - b) Entscheid über die Zuordnung eines Angebots zu einem Fachbereich in strittigen Fällen (Art. 6 Abs. 2),
 - c) Antragsstellung an die Konferenz der Vereinbarungskantone für Entscheide gemäss Artikel 16 Abs. 2 Bst. a bis g und l, sowie
 - d) Regelung der Rechnungslegung, der Beitragszahlung, der Termine und Stichdaten sowie des Vorgehens bei allfälligen Verzugszinsen.

Art. 18 Geschäftsstelle

¹ Das Generalsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) ist Geschäftsstelle der Vereinbarung.

² Sie führt das zentrale Inkasso für die Beitragszahlungen.

Art. 19 Vollzugskosten

Die Kosten des Vollzugs dieser Vereinbarung sind durch die Vereinbarungskantone nach Massgabe der Zahl ihrer Studierenden zu tragen. Sie werden ihnen jährlich in Rechnung gestellt.

Art. 20 Streitbeilegung

¹ Auf Streitigkeiten, die sich aus der vorliegenden Vereinbarung ergeben, wird das Streitbeilegungsverfahren gemäss IRV³ angewendet.

² Kann die Streitigkeit nicht beigelegt werden, entscheidet auf Klage hin das Bundesgericht gemäss Artikel 120 Abs. 1 Bst. b BGG⁴.

VI Schlussbestimmungen

Art. 21 Beitritt

¹ Der Beitritt zu dieser Vereinbarung wird dem Vorstand der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren gegenüber erklärt.

³ Rahmenvereinbarung vom 24. Juni 2005 für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich (Rahmenvereinbarung, IRV)

⁴ Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über das Bundesgericht (Bundesgerichtsgesetz, BGG); SR 173.110

² En même temps qu'ils déclarent leur adhésion au présent accord, les cantons se retirent de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997.

Art. 22 Entrée en vigueur

¹ Le Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique fait entrer le présent accord en vigueur dès que celui-ci a reçu l'adhésion de 18 cantons.

² L'entrée en vigueur de l'accord est communiquée à la Confédération.

Art. 23 Dénonciation

L'accord peut être dénoncé au 31 décembre de chaque année, par déclaration écrite adressée à la Conférence des cantons membres de l'accord et moyennant un préavis de deux ans.

Art. 24 Persistance des obligations en cas de dénonciation de l'accord

En cas de dénonciation du présent accord par un canton, ce dernier conserve les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'accord pour les étudiantes et étudiants se trouvant en formation à la date de son retrait, et ce, jusqu'à la fin de leurs études.

Art. 25 Principauté du Liechtenstein

¹ La principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle a alors les mêmes droits et les mêmes obligations que les cantons membres de l'accord.

Art. 26 Dispositions transitoires

¹ Le droit à des contributions fondé sur l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 reste acquis jusqu'à l'octroi de l'accréditation d'institution (art. 4, al. 2, et art. 5, al. 1) conformément à la LEHE et/ou jusqu'au constat du respect des conditions de reconnaissance supplémentaires conformément à l'article 4, al. 3, et à l'article 5, al. 2, mais au plus durant les huit ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LEHE.

² Mit dem Beitritt zu dieser Vereinbarung erklären die Kantone gleichzeitig den Austritt aus der interkantonalen Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997.

Art. 22 Inkrafttreten

¹ Der Vorstand der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren setzt die Vereinbarung in Kraft, wenn ihr 18 Kantone beigetreten sind.

² Das Inkrafttreten ist dem Bund zur Kenntnis zu bringen.

Art. 23 Kündigung

Die Vereinbarung kann unter Einhaltung einer Frist von zwei Jahren jeweils auf den 31. Dezember durch schriftliche Erklärung an die Konferenz der Vereinbarungskantone gekündigt werden.

Art. 24 Weiterbestehen der Verpflichtungen

Kündigt ein Kanton die Vereinbarung, bleiben seine Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung für die zum Zeitpunkt des Austritts in Ausbildung befindlichen Studierenden bis zum Ende ihres Studiums bestehen.

Art. 25 Fürstentum Liechtenstein

Dieser Vereinbarung kann das Fürstentum Liechtenstein auf der Grundlage seiner eigenen Gesetzgebung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten eines Vereinbarungskantons zu.

Art. 26 Übergangsrecht

¹ Die Beitragsberechtigungen gemäss der Interkantonalen Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997 bleiben bis zur Entscheidung über die institutionelle Akkreditierung (Art. 4 Abs. 2 und Art. 5 Abs. 1) gemäss HFKG⁵ beziehungsweise bis zum Entscheid über die Erfüllung zusätzlicher Anerkennungsvoraussetzungen gemäss Artikel 4 Abs. 3 und Artikel 5 Abs. 2, längstens aber bis acht Jahre nach Inkrafttreten des HFKG, bestehen.

⁵ Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz, HFKG); SR 414.20

² L'indemnisation des cantons n'ayant pas ou pas encore adhéré au présent accord s'effectue sur la base de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997, mais au plus durant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord. Une fois ce délai échu, l'article 15 s'applique à tous les cantons non membres de l'accord.

³ Tant que les coûts validés des études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire ne seront pas disponibles, les contributions intercantionales pour le groupe de coûts III s'élèveront au double des contributions pour le groupe de coûts II. La Conférence des cantons membres de l'accord décide à partir de quelle année comptable les contributions pour le groupe de coûts III sont versées sur la base des coûts validés.

Art. 27 Calcul des contributions lors du passage de l'AIU 1997 à l'AIU 2019

¹ Le calcul des contributions cantonales est aménagé comme suit pendant une période transitoire de trois ans après l'entrée en vigueur de l'AIU 2019:

- a) multiplication de la différence entre les contributions selon l'AIU 2019 et selon l'AIU 1997 par le facteur 0,25 pour la première année de facturation, par le facteur 0,5 pour la deuxième année de facturation puis par le facteur 0,75 pour la troisième année de facturation et détermination du rectificatif correspondant pour chaque canton,
- b) calcul des contributions effectives par canton sur la base des contributions selon l'AIU 1997 et de l'ajout du rectificatif calculé selon lettre a.

² Après cette phase de transition de trois ans, les contributions cantonales sont calculées uniquement sur la base de l'AIU 2019.

Berne, le 27 juin 2019

Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

La présidente:
Silvia Steiner

La secrétaire générale:
Susanne Hardmeier

² Die Leistungsabgeltungen derjenigen Kantone, die der IUV nicht oder noch nicht beigetreten sind, erfolgen für die Dauer von längstens zwei Jahren nach Inkrafttreten der Vereinbarung gestützt auf die Interkantonale Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997. Nach Ablauf dieser Frist gilt für alle Nichtvereinbarungskantone Artikel 15.

³ Solange betreffend die Ausbildung der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin keine validierten Kosten vorliegen, betragen die interkantonalen Beiträge für die Kostengruppe III das Doppelte der Beiträge für die Kostengruppe II. Die Konferenz der Vereinbarungskantone entscheidet, ab welchem Rechnungsjahr die Beiträge für die Kostengruppe III auf Basis der validierten Kosten berechnet werden.

Art. 27 Berechnung der Beiträge im Übergang von der IUV 1997 auf die IUV 2019

¹ Für eine Übergangsphase von drei Jahren nach Inkrafttreten der IUV 2019 wird für die Berechnung der Kantonsbeiträge wie folgt vorgegangen:

- a) Multiplikation der Differenz zwischen den Beiträgen IUV 2019 und IUV 1997 mit dem Faktor 0,25 (erstes Berechnungsjahr), mit dem Faktor 0,5 (zweites Berechnungsjahr) beziehungsweise mit dem Faktor 0,75 (drittes Berechnungsjahr) und Festlegung eines entsprechenden Korrekturbetrags für jeden Kanton,
- b) Berechnung der effektiven Beiträge pro Kanton auf Basis der Beiträge gemäss IUV 1997 zuzüglich des Korrekturbetrags gemäss Buchstabe a.

² Nach Abschluss dieser dreijährigen Übergangsphase erfolgt die Berechnung der Kantonsbeiträge ausschliesslich basierend auf der IUV 2019.

Bern, 27. Juni 2019

Im Namen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren

Die Präsidentin:
Silvia Steiner

Die Generalsekretärin:
Susanne Hardmeier

ANNEXE

Définition des groupes de coûts et rattachement des domaines d'études selon l'article 9, al. 2, de l'accord

Les groupes de coûts mentionnés à l'article 9, al. 2, sont définis de la manière suivante:

Groupe de coûts I: sciences humaines et sociales, économie et droit

Groupe de coûts II: sciences exactes, naturelles et techniques, pharmacie, première et deuxième années d'études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire

Groupe de coûts III: médecine humaine, dentaire et vétérinaire à partir de la troisième année d'études

ANHANG

Bezeichnung der Kostengruppen und Zuordnung der Fachbereiche gemäss Artikel 9 Abs. 2 der Vereinbarung

Die Kostengruppen gemäss Artikel 9 Abs. 2 werden wie folgt definiert:

Kostengruppe I: Geistes- und Sozialwissenschaften, Wirtschaftswissenschaften und Recht

Kostengruppe II: exakte Wissenschaften, Naturwissenschaften, technische Wissenschaften, Pharmazie, erstes und zweites Studienjahr der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin

Kostengruppe III: Human-, Zahn- und Veterinärmedizin ab drittem Studienjahr

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2021-DICS-21
Projet de loi :	GROSSER RAT
Adhésion à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire AIU 2019)	2021-DICS-21
<i>Proposition de la Commission des affaires extérieures CAE</i>	<i>Gesetzesentwurf:</i>
 	Beitritt zur Interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung IUV 2019)
 <i>Présidence : Pasquier Nicolas</i>	<i>Antrag der Kommission für auswärtige Angelegenheiten KAA</i>
 Membres : Aebischer Susanne, Altermatt Bernhard (Vice-président), Chardonnens Jean-Daniel, Dumas Jacques, Galley Liliane, Grandgirard Pierre-André, Hauswirth Urs, Kubski Grégoire, Lauber Pascal, Michelod Savio, Rey Alizée, Riedo Bruno, Schwander Susanne, Zermatten Estelle.	 <i>Präsidium: Pasquier Nicolas</i>
 Entrée en matière	 <i>Mitglieder: Aebischer Susanne, Altermatt Bernhard (Vizepräsident), Chardonnens Jean-Daniel, Dumas Jacques, Galley Liliane, Grandgirard Pierre-André, Hauswirth Urs, Kubski Grégoire, Lauber Pascal, Michelod Savio, Rey Alizée, Riedo Bruno, Schwander Susanne, Zermatten Estelle.</i>
La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.	 Eintreten
 Vote final	 Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.
A l'unanimité des membres présents (12, 3 membres absents), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.	 Schlussabstimmung
 Catégorisation du débat	 Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig (12, 3 Mitglieder sind abwesend), diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.
La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).	 Kategorie der Behandlung
 <i>Le 25 février 2022</i>	 <i>Den 25. Februar 2022</i>



Rapport 2022-GC-14

4 février 2022

de la Commission des pétitions au Grand Conseil sur la pétition « Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère »

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport relatif à la pétition « Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère ». Cette pétition, nantie de 3226 signatures, émane du Comité de préservation des rives du lac, qui réunit La 1638 (association citoyenne de Morlon), la Société de pêche de Broc et environs et le Rassemblement citoyen de Corbières. Le texte a été déposé au Secrétariat du Grand Conseil en date du 25 novembre 2021. La Commission des pétitions (CPet) l'a examiné lors de sa séance du 4 février 2022.

1. Contenu

Le Comité de préservation des rives du lac, à l'origine de la pétition, s'inquiète de différents projets d'aménagement et de développement d'infrastructures touristiques autour du lac de la Gruyère contenus dans le Plan directeur régional (PDR) de la Gruyère. Les pétitionnaires considèrent que « la construction de nouvelles infrastructures en des lieux inadéquats engendrera une pression supplémentaire sur l'écosystème », alors que, soutiennent-ils, « le lac, ses rives et notre région ont besoin d'un développement touristique doux et contrôlé, respectueux de l'environnement et des habitants ». Ils demandent ainsi aux « autorités cantonales, régionales et communales » de ne pas valider le PDR tel que présenté.

2. Suite à donner

La CPet constate que la pétition « Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère » répond aux critères de recevabilité de la loi sur le droit de pétition.

Après examen, la CPet constate que la pétition n'est pas adressée à la bonne autorité. Le Grand Conseil ne dispose en effet d'aucune compétence en matière de plan directeur régional. Selon l'article 31 de la loi sur

l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), les autorités compétentes sont la communauté régionale qui adopte le PDR (al. 1) et le Conseil d'Etat qui l'approuve (al. 2). Aussi, en vertu de l'article 6 de loi sur le droit de pétition, la pétition doit-elle être renvoyée à l'autorité compétente. En l'occurrence à l'Association régionale la Gruyère (ARG), élaboratrice du projet, et au Conseil d'Etat.

La CPet propose ainsi au Grand Conseil – autorité de décision au sens de l'article 6 alinéa 1 lettre c de la loi sur le droit de pétition – de renvoyer la pétition « Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère » aux autorités compétentes susmentionnées.



Bericht 2022-GC-14

4. Februar 2022

**der Petitionskommission an den Grossen Rat zur Petition
«Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère».**

Wir legen Ihnen den Bericht zur Petition «Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère» vor. Diese Petition mit 3226 Unterschriften stammt vom Komitee zum Schutz des Seeufers, dem La 1638 (Bürgerverein von Morlon), die Société de pêche de Broc et environs und das Rassemblement citoyen de Corbières angehören. Der Text wurde am 25. November 2021 beim Sekretariat des Grossen Rates eingereicht. Die Petitionskommission (PetK) hat sie an ihrer Sitzung vom 4. Februar 2022 geprüft.

1. Inhalt

Das Komitee zum Schutz des Seeufers, das die Petition lanciert hat, ist besorgt über verschiedene im Regionalen Richtplan (RRP) des Greyerbezirks enthaltene Projekte zur Gestaltung und Entwicklung von touristischen Infrastrukturen rund um den Greyerzersee. Die Petitionärinnen und Petitionäre sind der Auffassung, dass «der Bau neuer Infrastrukturen an ungeeigneten Orten zu einer zusätzlichen Belastung des Ökosystems führen wird», während sie argumentieren, dass «der See, seine Ufer und unsere Region eine sanfte und kontrollierte touristische Entwicklung brauchen, welche die Umwelt und die Bewohner respektiert». So fordern sie die «kantonalen, regionalen und kommunalen Behörden» auf, den RRP in der vorgelegten Form nicht zu validieren.

2. Weiteres Vorgehen

Die PetK stellt fest, dass die Petition «Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère» die Zulässigkeitskriterien des Gesetzes über das Petitionsrecht erfüllt.

Nach Prüfung stellt die PetK fest, dass die Petition nicht an die richtige Behörde gerichtet ist. Der Grosse Rat verfügt nämlich über keinerlei Kompetenzen in Bezug auf den regionalen Richtplan. Gemäss Artikel 31 des

Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) sind die zuständigen Behörden die Regionsgemeinschaft, die den RRP verabschiedet (Abs. 1), und der Staatsrat, der ihn genehmigt (Abs. 2). Gemäss Artikel 6 des Gesetzes über das Petitionsrecht muss die Petition daher an die zuständige Behörde weitergeleitet werden. In diesem Fall an die Association régionale la Gruyère (ARG), die den Entwurf ausgearbeitet hat, und an den Staatsrat.

Die PetK schlägt somit dem Grossen Rat – Entscheidungsbehörde im Sinne von Artikel 6 Abs. 1 Bst. c des Gesetzes über das Petitionsrecht – vor, die Petition «Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère» an die oben erwähnten zuständigen Behörden zu überweisen.

	<u>Annexe</u>		<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2022-GC-14	GROSSER RAT	2022-GC-14
Pétition "Ensemble, protégeons les villages et les paysages du lac de la Gruyère"		Petition "Schützen wir gemeinsam die Dörfer und Landschaften am Greyerzersee"	
<i>Propositions de la Commission des pétitions</i>		<i>Antrag der Petitionskommission</i>	
<hr/>		<hr/>	
Présidence : Chantal Müller		Präsidium: Chantal Müller	
Vice-présidence : André Kaltenrieder		Vize-präsidium: André Kaltenrieder	
Membres : Laurent Baeriswyl, Eric Barras, Annick Remy-Ruffieux, Jean-Daniel Schumacher, Sophie Tritten		Mitglieder: Laurent Baeriswyl, Eric Barras, Annick Remy-Ruffieux, Jean-Daniel Schumacher, Sophie Tritten	
<u>Recevabilité de la pétition</u>		<u>Zulässigkeit der Petition</u>	
La commission, à l'unanimité de ses membres, déclare cette pétition recevable.		Die Kommission erklärt diese Petition einstimmig für zulässig.	
<u>Proposition de la commission</u>		<u>Antrag der Kommission</u>	
Par 6 voix contre 1 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil de renvoyer cette pétition à l'autorité compétente.		Mit 6 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, dieser Petition an die zuständige Behörde weiterleiten.	
<u>Catégorisation du débat</u>		<u>Kategorie der Behandlung</u>	
La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).		Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.	
<hr/>		<hr/>	
Le 04 février 2022		Den 04. Februar 2022	



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Chardonnens Jean-Daniel / Péclard Cédric

2021-GC-127

Décret portant sur un crédit d'étude préalable à un crédit d'engagement devant aboutir à la réfection complète de la route Payerne – Prez-vers-Noréaz – Matran (tronçons fribourgeois)

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 10 septembre 2021, les députés Jean-Daniel Chardonnens et Cédric Péclard, ainsi que 46 députés co-signataires demandent que le Conseil d'Etat soumette une demande de décret au Grand Conseil portant sur un crédit d'étude préalable à un crédit d'engagement devant aboutir à la réfection complète de la route Payerne – Prez-vers-Noréaz – Matran (en territoire fribourgeois).

Cette motion fait suite à la réponse du Conseil d'Etat du 31 août 2021 à la question parlementaire sur le même sujet du député Jean-Daniel Chardonnens 2021-CE-112 « Route Payerne-Matran : un axe très important pour les Broyards » à laquelle il est opportun de se référer.

II. Réponse du Conseil d'Etat

L'axe Matran – Prez-vers-Noréaz – Payerne est un axe important du réseau routier cantonal reliant notamment les routes nationales N12 et N1 et, dans ce sens, il fait l'objet de plusieurs projets touchant différents tronçons de l'itinéraire. Ces projets prévoient notamment d'augmenter l'attractivité et la sécurité des aménagements cyclables, laissant ainsi plus d'espace au trafic voyageur routier public et privé ainsi que le trafic marchandise :

Jonction de Matran

Les travaux d'adaptation de la jonction autoroutière de Matran permettant de résoudre les problèmes de sécurité et de fluidité du trafic, de construire des arrêts de bus et des aménagements améliorant la sécurité de la mobilité douce, ont fait l'objet d'un projet que l'Office fédéral des routes OFROU a mis à l'enquête en novembre 2018. Préalablement, le 25 juin 2018, le Grand Conseil fribourgeois a voté un crédit de 6,7 millions au titre de sa participation financière au projet (voir message 2018-DAEC-61). Le début des travaux est tributaire de la décision judiciaire, suite au recours que l'ATE Section Fribourg a formulé contre l'approbation des plans du 19 septembre 2020 par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC.

Secteur Jonction de Matran – Avry (route de la Pala)

Le secteur entre la jonction autoroutière de Matran et Avry fait l'objet d'une étude de mobilité, en étroite collaboration avec la commune de Matran, en vue de la requalification éventuelle des carrefours, des itinéraires de mobilité douce et motorisée et des accès latéraux. Cette étude tient

notamment compte du nouvel emplacement de la gare du chemin de fer à Avry et de son accessibilité par les différents moyens de transport.

Traversée de Rosé

Un projet a été entrepris par le Service des ponts et chaussées (ci-après SPC) et la commune d'Avry sur le tronçon de la traversée de Rosé. Il a pour objectif de réaménager le secteur de 350 m, situé après le giratoire du parking d'échange en direction de Prez-vers-Noréaz. Il prévoit notamment :

- > L'aménagement d'un trottoir sur le côté droit en direction de Payerne sur un premier secteur et à gauche sur un 2^e secteur. Cet aménagement, fortement souhaité, garantit l'accès des habitants du hameau de Corjolens à Rosé.
- > La création d'une présélection en direction de la Route de l'Industrie sur demande d'un propriétaire privé, qui prend en charge une part importante du coût des travaux.
- > La bande cyclable en direction de Fribourg qui s'inscrit dans la stratégie vélo du canton de Fribourg.

La réalisation de ces travaux est prévue début 2022.

La participation financière de l'Etat pour ces travaux est couverte par le décret du 6 octobre 2010 (ROF 2010_107) relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour l'aménagement du réseau routier cantonal en relation avec des travaux édilitaires.

Rosé – Maison Rouge (point d'accrochage de la route de contournement de Prez-vers-Noréaz)

Un projet d'aménagements cyclables fait l'objet d'un mandat qui devra déboucher sur une solution permettant de sécuriser le trafic cycliste entre Rosé et Maison Rouge. Une mise à l'enquête est prévue en 2022.

Maison Rouge – Pont sur l'Arbogne

Le secteur Maison Rouge – Pont sur l'Arbogne fait l'objet du projet de route de contournement de Prez-vers-Noréaz, selon décision du Grand Conseil de septembre 2016. Une mise à l'enquête est prévue en 2022.

Parallèlement au projet de route de contournement, un projet Valtraloc est développé en étroite collaboration avec la Commune de Prez pour la traversée du village. Il devrait également être mis à l'enquête en 2022.

Pont sur l'Arbogne – Frontière FR-VD

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire 2021-CE-112, il est prévu, pour des raisons de mauvais état de la route, que le tronçon entre la sortie de Grandsivaz et la bifurcation sur Mannens fasse l'objet de travaux d'entretien constructif en 2022, de même que le tronçon entre la bifurcation sur Mannens et la frontière vaudoise en 2024. Le Conseil d'Etat maintient sa décision.

Toutefois, dans le but de trouver une solution pérenne à moyen terme pour la fluidité du trafic ainsi que pour la sécurité des cyclistes entre le pont de l'Arbogne et la frontière FR-VD, le Conseil d'Etat propose de lancer les études en vue de la réalisation d'un projet de réaménagement de la route.

Ces études ainsi que les prestations de direction du projet pourront être financées par le crédit d'engagement octroyé par le Grand Conseil pour les études du réseau routier cantonal pour les années 2020 à 2025 (message 2020-DAEC-21). Quant aux acquisitions de terrain nécessaires à la mise aux normes du gabarit routier et de l'aménagement cyclable, elles feront l'objet de décisions du Conseil d'Etat au gré des opportunités ou seront intégrées dans le crédit d'engagement pour la réalisation des travaux qui sera vraisemblablement de la compétence financière du Grand Conseil.

Une coordination avec le Canton de Vaud sera nécessaire, notamment pour les réflexions sur l'itinéraire à réservé aux cyclistes.

Conclusion

Pour terminer, le Conseil d'Etat constate que l'objectif visé par la motion est déjà poursuivi au travers des études en cours, dont le financement est également déjà assuré, soit par le budget 2022, soit par des crédits d'engagement ouverts à la suite de décisions du Grand Conseil. La présentation d'un nouveau crédit d'engagement ne permettra pas d'accélérer ou d'assurer une meilleure réalisation de l'objectif visé par la motion. Compte tenu de ces considérations et du fait que la mise en œuvre de la présente motion ne nécessite aucun projet d'acte au sens de l'art. 69, alinéa 1, lettres a à d, de la LGC, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de la rejeter pour des raisons formelles.

21 décembre 2021



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Chardonnens Jean-Daniel / Péclard Cédric

2021-GC-127

**Dekret über einen Studienkredit vor einem
Verpflichtungskredit für die vollständige Instandsetzung
der Strasse Payerne–Prez-vers-Noréaz–Matran (Abschnitte
auf Freiburger Boden)**

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer am 10. September 2021 eingereichten und begründeten Motion ersuchen die Grossräte Jean-Daniel Chardonnens und Cédric Péclard sowie 46 Mitunterzeichnerinnen und Mitunterzeichner den Staatsrat, dem Grossen Rat einen Dekretsentwurf für einen Studienkredit in Vorbereitung für einen Verpflichtungskredit zu unterbreiten, der zur vollständigen Instandsetzung der Strasse Payerne–Prez-vers-Noréaz–Matran (Abschnitte auf Freiburger Boden) führen soll.

Diese Motion folgt auf die Antwort des Staatsrats vom 31. August 2021 auf die parlamentarische Anfrage 2021-CE-112 «Strasse Payerne–Matran: eine für die Bevölkerung der Broye äusserst wichtige Strassenachse» von Grossrat Jean-Daniel Chardonnens zum gleichen Thema, die als Referenz sachdienlich ist.

II. Antwort des Staatsrats

Die Achse Matran–Prez-vers-Noréaz–Payerne ist eine wichtige Achse des kantonalen Strassennetzes, die insbesondere die Nationalstrassen N12 und N1 verbindet und Gegenstand mehrerer Projekte ist, die verschiedene Abschnitte der Strecke betreffen. Diese Projekte sehen unter anderem vor, die Attraktivität und Sicherheit von Veloanlagen zu erhöhen und so mehr Raum für den öffentlichen und privaten Personenverkehr sowie den Güterverkehr zu schaffen.

Autobahnanschluss Matran

Das Bundesamt für Strassen (ASTRA) legte im November 2018 ein Projekt für die Anpassung des Autobahnanschlusses Matran öffentlich auf, um die Sicherheit und den Verkehrsfluss zu verbessern, Bushaltestellen zu bauen sowie Einrichtungen zu schaffen, welche die Sicherheit der sanften Mobilität verbessern. Zuvor, am 25. Juni 2018, sprach der Freiburger Grossen Rat einen Kredit von 6,7 Millionen Franken für die finanzielle Beteiligung Freiburgs am Projekt (siehe Botschaft 2018-DAEC-61). Der Baubeginn ist von der gerichtlichen Beurteilung abhängig, weil der VCS Freiburg gegen die Plangenehmigung vom 19. September 2020 durch das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) Beschwerde eingelegt hat.

Sektor Autobahnanschluss Matran–Avry (Route de la Pala)

Der Sektor zwischen dem Autobahnanschluss Matran und Avry ist Gegenstand einer Mobilitätsstudie, die in enger Zusammenarbeit mit der Gemeinde Matran durchgeführt wird. Dabei geht es um eine mögliche Aufwertung der Knoten, der Routen für die sanfte Mobilität und den motorisierten

Verkehr sowie der seitlichen Zufahrten. Die Studie berücksichtigt insbesondere den neuen Standort des Bahnhofs in Avry und seine Erreichbarkeit mit verschiedenen Verkehrsmitteln.

Ortsdurchfahrt von Rosé

Das Tiefbauamt (TBA) und die Gemeinde Avry führen ein Projekt für die Ortsdurchfahrt von Rosé durch, dessen Ziel es ist, den 350 m langen Abschnitt nach dem Kreisel der Park&Ride-Anlage in Richtung Prez-vers-Noréaz neu zu gestalten. Es sieht unter anderem Folgendes vor:

- > Einrichtung eines Trottoirs auf der rechten Seite in Richtung Payerne in einem ersten Sektor und auf der linken Seite in einem zweiten Sektor, um für die Bewohnerinnen und Bewohner von Corjolens den Zugang zu Rosé zu gewährleisten und so einen dringenden Wunsch zu erfüllen;
- > Einrichtung eines Vorsortierstreifens in Richtung Route de l'Industrie auf Antrag eines privaten Eigentümers, der einen Grossteil der Kosten für die Arbeiten übernimmt;
- > Einrichtung eines Radstreifens in Richtung Freiburg gemäss Velostrategie des Kantons Freiburg.

Die Ausführung dieser Arbeiten ist für Anfang 2022 geplant.

Die finanzielle Beteiligung des Staats Freiburg an diesen Arbeiten ist durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 über einen Verpflichtungskredit für den Ausbau des kantonalen Strassennetzes im Zusammenhang mit städtebaulichen Arbeiten (ASF 2010_107) abgedeckt.

Rosé–Maison Rouge (Anschluss der Umfahrungsstrasse von Prez-vers-Noréaz)

Um den Veloverkehr zwischen Rosé und Maison Rouge sicherer zu machen, wurde ein Auftrag für die Erarbeitung eines Projekts für Veloanlagen vergeben. Die öffentliche Auflage des Projekts soll 2022 erfolgen.

Maison Rouge–Arbogne-Brücke

Der Sektor Maison Rouge–Arbogne-Brücke ist Teil des Projekts für eine Umfahrungsstrasse von Prez-vers-Noréaz gemäss Beschluss des Grossen Rats vom September 2016. Die öffentliche Auflage ist für 2022 vorgesehen.

Parallel zum Projekt der Umfahrungsstrasse wird in enger Zusammenarbeit mit der Gemeinde Prez ein Valtraloc-Projekt für die Ortsdurchfahrt entwickelt. Auch dieses Projekt soll 2022 öffentlich aufgelegt werden.

Arbogne-Brücke–Kantongrenze FR/VD

Wie in der Antwort auf die Anfrage 2021-CE-112 erwähnt, sind aufgrund des schlechten Zustands der Strasse bauliche Unterhaltsarbeiten auf dem Abschnitt zwischen der Ausfahrt Grandsivaz und der Abzweigung Mannens im Jahr 2022 vorgesehen. Der Abschnitt zwischen der Verzweigung Mannens und der Kantongrenze Freiburg/Waadt soll 2024 in Angriff genommen werden. Der Staatsrat steht nach wie vor zu seinem Entscheid.

Um jedoch mittelfristig eine dauerhafte Lösung für den Verkehrsfluss sowie für die Sicherheit der Velofahrerinnen und -fahrer zwischen der Arbogne-Brücke und der Kantongrenze zu finden, schlägt der Staatsrat vor, Studien im Hinblick auf die Neugestaltung der Strasse zu lancieren.

Diese Studien sowie die Leistungen der Projektleitung können aus dem Verpflichtungskredit finanziert werden, den der Grosser Rat für die Studien des kantonalen Strassennetzes für die Jahre 2020 bis 2025 bewilligt hat (Botschaft 2020-DAEC-21). Was den Landerwerb betrifft, der für die Anpassung an die Normen der Strassenbreite und der Veloanlage erforderlich ist, so wird dieser bei sich bietenden Gelegenheiten Gegenstand von Beschlüssen des Staatsrats sein oder in den Verpflichtungskredit für die Verwirklichung der Arbeiten einbezogen werden, der voraussichtlich in die Finanzkompetenz des Grossen Rats fallen wird.

Eine Koordination mit dem Kanton Waadt wird notwendig sein, insbesondere bei den Überlegungen zur Streckenführung, die für den Veloverkehr reserviert werden soll.

Schlussfolgerung

Abschliessend stellt der Staatsrat fest, dass das mit der Motion angestrebte Ziel bereits durch die laufenden Studien verfolgt wird, deren Finanzierung bereits gesichert ist, entweder durch das Budget 2022 oder durch Verpflichtungskredite, die aufgrund von Beschlüssen des Grossen Rats eröffnet wurden. Die Vorlage eines neuen Verpflichtungskredits würde mit anderen Worten nicht dazu führen, dass das mit der Motion angestrebte Ziel schneller oder besser erreicht wird. Aufgrund dieser Überlegungen und der Tatsache, dass die Umsetzung der vorliegenden Motion keinen Erlassenentwurf nach Artikel 69 Abs. 1 Bst. a bis d des Grossratsgesetzes erfordert, beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, die Motion aus formellen Gründen abzulehnen.

21. Dezember 2021



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Kubski Grégoire / Doutaz Jean-Pierre

2021-GC-102

**Recension du patrimoine alpestre en mains de l'Etat,
stratégie de sauvegarde et de valorisation du patrimoine
alpestre en mains de l'Etat ainsi que celui en mains de
privés**

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 22 juillet 2021, les députés Kubski et Doutaz questionnent la gestion patrimoniale des chalets d'alpage propriété de l'Etat de Fribourg.

A la suite de la démolition et reconstruction du chalet de l'Areney à Sorens, puis du projet de démolition du chalet du Burgerwald au Mouret, les postulants s'interrogent sur les intentions du Conseil d'Etat concernant la gestion de son patrimoine alpestre bâti.

Les postulants font d'autre part référence à l'arrêté du 10 avril 1990 concernant la conservation du patrimoine architectural alpestre, au recensement consécutif des chalets d'alpage du canton de fribourg consigné dans un ouvrage de 1996 ; à la décision récente de la Confédération (demande d'inscription de la saison d'alpage comme patrimoine immatériel de l'UNESCO), à la stratégie cantonale sur la Biodiversité, à l'inventaire 2020 des paysages d'importance cantonale.

En se référant aux instruments parlementaires 2021-CE-126 et 2020-CE-195, les postulants demandent ici un recensement exhaustif du patrimoine alpestre bâti dont l'Etat est propriétaire, un diagnostic de l'état des bâtiments, une précision de son utilisation.

Le postulat demande enfin une étude de la stratégie de valorisation correspondant à l'ensemble du patrimoine alpestre bâti en mains de l'Etat, des Communes, et des privés.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat prend note du contenu du postulat et confirme que l'Etat est propriétaire d'alpages et de chalets en raison de liens historiques entre certaines de ses Directions et l'exploitation agricole de montagne.

Aujourd'hui, si le recensement des chalets d'alpage du canton de Fribourg a été réalisé et publié dans un ouvrage de Jean Pierre Anderegg en 1996 (ISBN2-9700006-0-1), il y a lieu de procéder à une analyse de l'état constructif de ce patrimoine en adjoignant à la réflexion des vues stratégiques sur l'utilisation de celui-ci : ces éléments permettront de définir les mesures d'entretien et de valorisation qui détermineront les démarches futures – de conservation notamment.

Par conséquent, le Conseil d'Etat propose la constitution d'un groupe de travail, composé des Directions et services concernés suivants :

- > Service des forêts et de la nature, DIAF
- > Grangeneuve, DIAF
- > Etablissement de détention EDFR, DSJS
- > Service des Bâtiments, DIME
- > Service des constructions et de l'aménagement, DIME
- > Service des biens culturels, DFAC

Le Conseil d'Etat propose de confier à ce groupe de travail les objectifs suivants :

- > Proposer un état des lieux ainsi qu'une démarche de diagnostic constructif du patrimoine alpestre et forestier propriété de l'Etat ;
- > Proposer les lignes stratégiques immobilières de ce portefeuille particulier, et ceci en adéquation avec la nouvelle stratégie immobilière de l'Etat de Fribourg ;
- > Proposer des pistes de réflexion possibles, y compris en termes de législation, pour valoriser le patrimoine alpestre et forestier en mains de l'Etat, des communes ou de privés là où il le mérite ;
- > Evaluer les besoins généraux d'investissements et d'entretiens annuels tant sur le plan financier que sur celui des ressources humaines ;
- > Intégrer également, dans ce rapport, le rapport sur le postulat 2021-GC-26 Chalet de l'Areney.

En conclusion et compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'accepter ce postulat.

8 février 2022



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat Kubski Grégoire / Doutaz Jean-Pierre

2021-GC-102

Verzeichnis der alpwirtschaftlichen Gebäude in staatlichem Besitz, Strategie zur Erhaltung und Aufwertung dieses Baukulturgutes in staatlichem und privatem Besitz

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 22. Juli 2021 eingereichten und begründeten Postulat stellen die Grossräte Kubski und Doutaz in Frage, wie der Staat die Alphütten in seinem Besitz als Kulturgüter verwaltet.

Nach dem Abriss und Wiederaufbau das Chalet de l'Areney in Sorens und dem geplanten Abriss des Chalets du Burgerwald in Le Mouret fragen sich die Verfasser des Postulats, welche Absichten der Staatsrat bezüglich der Verwaltung seiner alpwirtschaftlichen Gebäude als Baukulturgut hat.

Die Postulanten verweisen zudem auf den Beschluss vom 10. April 1990 über die Erhaltung des Baukulturgutes der Alpen, auf die darauffolgende Erfassung der Alphütten des Kantons Freiburg, dessen Resultat in einem Werk von 1996 festgehalten wurde, auf den jüngsten Entscheid des Bundes (Antrag auf Aufnahme der Alpsaison als immaterielles Kulturerbe der UNESCO), auf die kantonale Biodiversitätsstrategie und auf das Inventar 2020 der Landschaften von kantonaler Bedeutung.

Sie fordern eine umfassende Erfassung des alpwirtschaftlichen Baukulturgutes, das sich im Besitz des Staats befindet, eine Diagnose des Zustands der Gebäude sowie eine Präzisierung seiner Nutzung und nehmen dabei Bezug auf die parlamentarischen Instrumente 2021-CE-126 und 2020-CE-195.

Schliesslich fordert das Postulat eine Studie über die Aufwertungsstrategie für das gesamte alpwirtschaftliche Baukulturgut, das sich in den Händen des Staats, der Gemeinden oder von Privatpersonen befindet.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat nimmt den Inhalt des Postulats zur Kenntnis und bestätigt, dass der Staat aufgrund historischer Verbindungen zwischen einigen seiner Direktionen und der landwirtschaftlichen Nutzung von Berggebieten Eigentümer von Alpweiden und -hütten ist.

Inzwischen wurde zwar ein Verzeichnis der Alphütten im Kanton Freiburg erstellt und 1996 in einem Werk von Jean Pierre Anderegg veröffentlicht (ISBN 2-9700006-0-1), doch steht die Analyse des baulichen Zustands dieses Erbes mit strategischen Überlegungen zur Nutzung noch an. Anhand dieser Elemente können die Unterhalts- und Aufwertungsmassnahmen und damit die nächsten Schritte insbesondere zu dessen Erhaltung definiert werden.

Daher schlägt der Staatsrat die Bildung einer Arbeitsgruppe vor, die sich aus den folgenden betroffenen Direktionen und Dienststellen zusammensetzt:

- > Amt für Wald und Natur, ILFD
- > Grangeneuve, ILFD
- > Freiburger Strafanstalt, SJSD
- > Hochbauamt, RIMU
- > Bau- und Raumplanungsamt, RIMU
- > Amt für Kulturgüter, BKAD

Diese Arbeitsgruppe soll mit folgenden Aufgaben betraut werden:

- > das Vorgehen für eine bauliche Diagnostik des alp- und forstwirtschaftlichen Baukulturgutes im Besitz des Staats vorschlagen;
- > die strategischen Immobilienleitlinien für dieses besondere Portfolio vorschlagen, und zwar in Übereinstimmung mit der neuen Immobilienstrategie des Staats Freiburg;
- > mögliche Lösungsansätze, auch in Bezug auf die Gesetzgebung, zur Aufwertung des alp- und forstwirtschaftlichen Baukulturgutes von Interesse, das in staatlicher, kommunaler oder privater Hand ist, vorschlagen;
- > den allgemeinen Bedarf an Investitionen und jährlichen Unterhaltsarbeiten sowie den damit verbundenen Bedarf an Finanz- und Personalressourcen evaluieren;
- > in diesen Bericht den Bericht zum Postulat 2021-GC-26 Chalet de l'Areney integrieren.

Abschliessend und unter Berücksichtigung der vorstehenden Ausführungen beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Postulat anzunehmen.

8. Februar 2022



Rapport 2021-DAEC-225

4 octobre 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2019-GC-75 Christa Mutter/Julia Senti – Mesures de protection du climat dans le domaine de la mobilité

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport faisant suite au postulat des députées Christa Mutter et Julia Senti, transmis au Conseil d'Etat le 23 mai 2019, concernant les mesures portant sur la mobilité sous l'aspect de la protection du climat.

1. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 23 mai 2019, les députées Christa Mutter et Julia Senti demandent que soit dressé un inventaire détaillé de mesures de protection du climat à prendre dans le domaine de la mobilité, en particulier afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il doit comporter, pour chaque mesure, des précisions sur le financement, les décisions légales nécessaires et sur l'agenda de mise en œuvre ainsi qu'une estimation de l'impact climatique.

Les députées susmentionnées constatent que la mobilité est l'une des principales causes d'émissions de GES et que le canton de Fribourg, avec un taux de motorisation record en comparaison intercantionale et une part modale des transports publics inférieure à la moyenne nationale, contribue à ce problème.

L'étude doit notamment aborder les thèmes suivants:

- > la promotion des transports publics et des transports non motorisés,
- > les moyens à mettre en œuvre dans le canton afin de rendre les transports publics plus attractifs pour les jeunes,
- > les moyens de réduire le niveau global de motorisation (véhicules à essence et diesel) et de rendre l'e-mobilité plus attrayante,
- > les mesures fiscales à prendre pour promouvoir des transports respectueux du climat,
- > les mesures à prendre en matière de stationnement, de circulation ainsi que d'aménagement du territoire.

2. Réponse au postulat

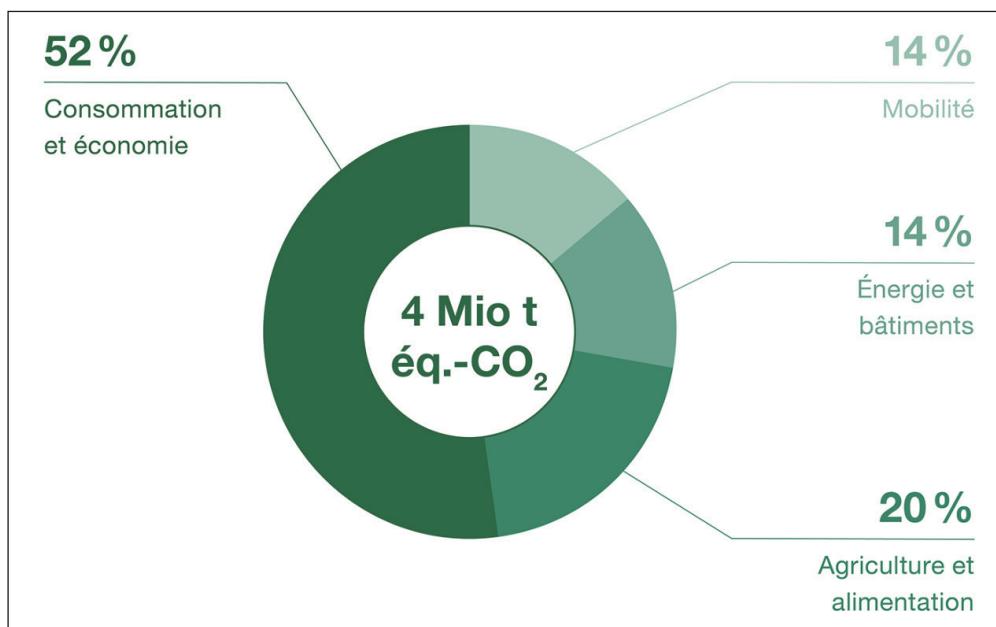
Le Conseil d'Etat a transmis le 26 novembre 2019 sa détermination au Grand Conseil en l'invitant d'accepter le postulat. Dans celle-ci, il indiquait que de nombreuses mesures ont déjà été mises en place, ou étaient en voie de l'être, en matière de mobilité durable; de plus des mesures en la matière seraient également intégrées au Plan Climat cantonal, alors en élaboration. Le Conseil d'Etat estimait donc qu'il n'y avait pas lieu d'élaborer un nouveau document de mesures. Il a toutefois proposé que les propositions et suggestions des députées Mutter et Senti soient prises en considération, notamment dans le cadre de l'élaboration de ce Plan Climat.

C'est ce dernier aspect sur lequel porte le présent rapport.

2.1. Plan Climat cantonal

Le Conseil d'Etat a adopté le 14 juin 2021 le Plan Climat cantonal, révisé à l'issue de la procédure de consultation publique. Ce plan instaure la stratégie climatique qui couvre la période 2021–2026. Conformément à l'orientation donnée par le Conseil d'Etat, le Plan Climat cantonal se décline en deux volets (adaptation et atténuation), 8 axes stratégiques et 115 mesures. Un des 8 axes, l'axe «Mobilité», traite spécifiquement des mesures à prendre dans le domaine de la mobilité pour lutter contre les changements climatiques. Cet axe se compose de 14 mesures qui viennent renforcer des mesures existantes et donner de nouvelles impulsions pour le développement d'une mobilité durable.

Ces mesures sont le résultat d'une démarche participative avec le groupe de travail du volet stratégique «atténuation» du Plan Climat cantonal, constitué d'expert-e-s des services de l'Etat, mais également d'expert-e-s et partenaires externes, de représentant-e-s de la société civile, d'organisations non-gouvernementales et de scientifiques. Elles ciblent concrètement les secteurs identifiés par le bilan carbone du canton de Fribourg, dans lequel la mobilité (catégorie «Transport») représente 14% des émissions totales (émissions directes et émissions indirectes) de GES du canton. La mobilité représente environ 14% des émissions totales.



Durant le processus de rédaction du Plan Climat, l'implication du Service de la mobilité (SMo) a permis de proposer des mesures pragmatiques et pouvant accélérer les actions existantes, sans faire doublon.

L'objectif de l'axe «Mobilité» tel que formulé dans le PCC est de réduire l'impact carbone lié au secteur des transports en tenant compte de la situation régionale (urbaine et rurale). Les objectifs spécifiques de cet axe sont:

- > d'améliorer et promouvoir la mobilité douce et le réseau de transports publics dans le canton de Fribourg;
- > de réduire les émissions de GES de la mobilité individuelle liée aux loisirs;
- > de réduire les émissions de GES liées à la mobilité professionnelle;
- > de réduire les besoins en déplacement.

Ces objectifs et sous-objectifs cadrent les 14 mesures qui s'inscrivent dans l'axe «Mobilité» du PCC 2021–2026. Ces mesures sont présentées ci-dessous.

Numéro – titre	Coût estimé (CHF) pour l'entier de la mise en œuvre
M.1.1 Sensibilisation au transfert modal Soutien à des projets de sensibilisation sur l'impact des moyens de transport carbonés (dont l'aviation) ou de promotion de la mobilité douce et à l'utilisation des transports publics.	150 000
M.1.2 Réflexions autour d'une stratégie pour l'électromobilité dans le canton Mise en place d'un groupe de réflexion ou lancement d'une étude portant sur l'avenir de l'électromobilité dans le canton. La réflexion porte également sur une éventuelle électrification complète de la flotte de véhicules de l'Etat et sur l'usage des outils numériques pour améliorer l'efficacité de l'électromobilité.	80 000
M.2.1 Soutien aux parc-relais et à leur développement Soutien au Plan sectoriel Parc-relais et au développement des projets de parc-relais permettant la plus petite distance en voiture jusqu'à une gare ou un arrêt de bus ou de s'y rendre à vélo.	450 000
M.2.2 Soutien aux plans de mobilité Encourager les communes à inciter ou obliger les entreprises présentes sur leur territoire à élaborer des plans de mobilité, notamment en soutenant le SMo dans la mise en place d'un site internet visant à promouvoir les plans de mobilité auprès des entreprises et des communes. Si nécessaire, la mesure prévoit également un soutien au plan de mobilité de l'Etat.	200 000
M.2.3 Encouragement au développement de moyens de transport bas carbone Soutien à la recherche portant sur des modèles alternatifs de transport (de personnes et/ou de marchandises) à faibles émissions de gaz à effet de serre ou fonctionnant aux énergies renouvelables.	240 000
M.2.4 Soutien au développement du vélo dans le canton Soutien à l'amélioration des conditions des cyclistes, notamment lors de la révision de la loi sur la mobilité (révision de la loi sur les routes et de la loi sur les transports) et à la mise en œuvre du Plan sectoriel.	700 000
M.2.5 Soutien au développement des transports publics Des soutiens financiers sont apportés au développement du réseau de transports publics dans le canton. La mesure prévoit notamment le soutien du projet visant le développement de lignes existantes, y c. intercantonale, et la création de nouvelles lignes, notamment de lignes urbaines à Estavayer, Morat et Romont.	1 300 000

Numéro – titre Description	Coût estimé (CHF) pour l'entier de la mise en œuvre
M.3.1 Mesures pour réduire les déplacements professionnels en avion pour le personnel de l'Etat Encourager le personnel de l'Etat à utiliser le train lors de leurs déplacements professionnels à l'étranger, avec une interdiction de prendre l'avion pour des trajets d'une longueur inférieure à 1500 km ou d'une durée de voyage en train ou en bus inférieure à 7 heures. En outre, tous les voyages en avion devront être «compensés». Par ailleurs, un outil online aidant à évaluer les différentes options de transport est mis à disposition des employé-e-s.	30 000
M.3.2 Suppression de l'avantage donné à la voiture lors des déplacements du personnel de l'Etat Lors de la révision de l'arrêté sur les places de stationnement pour le personnel de l'Etat, la possibilité de mettre en place une tarification unique basée sur les kilomètres des déplacements professionnels, et non le mode de transport utilisé, est étudiée. D'autres moyens d'inciter le personnel de l'Etat à utiliser la mobilité douce ou les transports publics sont étudiés par la création d'une éventuelle nouvelle ordonnance ou de directives (par ex.: subvention de l'AG, demi-tarif offert, mise à disposition de vélos ou vélos électriques).	50 000
M.3.3 Limitation des déplacements pendulaires du personnel de l'Etat et incitation à l'utilisation des transports publics Limiter les déplacements pendulaires en augmentant la part de télétravail, en promouvant les espaces de co-working, en adaptant les horaires de travail des employé-e-s de l'Etat et en travaillant sur les tarifs des places de parc. La mesure vise également à inciter les entreprises à faire de même.	50 000
M.4.1 Taxation des véhicules légers fortement émetteurs Suite à la révision de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques, des discussions sont menées concernant la taxation des véhicules légers (< de 3,5 tonnes) fortement émetteurs de gaz à effet de serre pour des révisions ultérieures.	50 000
M.4.2 Encouragement à la mise en place de bornes de recharge pour voitures électriques Intégrer un mécanisme d'encouragement et assurer un approvisionnement pour des soutiens financiers à la mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques dans les communes, chez les particuliers et sur les terrains de l'Etat.	120 000
M.4.3 Encouragement à l'immatriculation de véhicules mus exclusivement par l'énergie électrique ou l'hydrogène ou dotés d'une motorisation hybride Suite à la révision de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques et pour des révisions ultérieures, des discussions sont menées concernant des allégements fiscaux pour les propriétaires de véhicules électriques, hybrides et à hydrogène.	40 000
M.5.1 Définition d'objectifs de réduction des émissions dans le secteur des transports Définir des objectifs chiffrés (avec indicateurs de mesure) avec des échéances pour la réduction des gaz à effet de serre dans le secteur des transports. Ces objectifs pourraient être repris dans une planification directrice.	60 000

2.2. Autres développements en faveur d'une mobilité durable

2.2.1. Développement des transports publics

La réponse du Conseil d'Etat du 26 novembre 2019 au postulat 2019-GC-75 présentait une vue d'ensemble des mesures prises afin de promouvoir une mobilité durable en incitant au report modal en faveur de la mobilité douce et des transports publics. Cet objectif est inscrit dans le programme gouvernemental de la législature 2017–2021, dans le nouveau plan directeur cantonal ainsi que dans le plan cantonal des transports de 2011. Sa concrétisation passe principalement par la mise en place d'une offre dense de trains et de bus et par le développement du réseau cyclable cantonal.

La réponse au postulat recensait les nombreux développements de l'offre ferroviaire et les importants travaux à l'infrastructure ferroviaires réalisés ces dix dernières années afin de mettre en place le RER Fribourg | Freiburg. Elle énumérait également les régions ayant bénéficiées d'une augmentation et d'une optimisation de leur desserte par des bus du trafic régional de voyageurs (TRV). Ainsi, durant la période législative 2017–2021, le nombre de kilomètres productifs de l'ensemble des lignes du TRV commandées par le canton de

Fribourg a augmenté d'un peu plus de 20%, passant d'environ 17 à plus de 20 millions. D'autres développements sont d'ores et déjà prévus; ils ont aussi été listés dans cette réponse. Un sous-chapitre était par ailleurs consacré aux investissements financiers du canton pour les transports publics:

- > En moyenne, les montants investis pour les indemnités du TRV (bus et trains) par le canton (Etat et communes) ces dernières années se montent entre 42 et 44 millions de francs annuellement (55% Etat – 45% communes).
- > Le canton participe depuis 2016 au financement de l'infrastructure ferroviaire par l'intermédiaire du fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) auquel il verse chaque année entre 15 et 16 millions de francs (Etat 86,22% – communes 13,78%).
- > Le canton participe à l'indemnisation du trafic d'agglomération; il verse chaque année entre 13 et 14 millions de francs (Etat 57,5% – communes concernées 42,5%); ce trafic est toutefois commandé par les communautés régionales de transport (l'Agglomération de Fribourg et Mobul).

Le Conseil d'Etat envisage par ailleurs de présenter au Grand Conseil, d'ici la fin de l'année, une demande de crédit d'investissement pour permettre à l'entreprise de transport TPF de répondre aux demandes d'augmentation de l'offre en

transports publics dans le canton ainsi qu'à l'aménagement de gares routières et de parcs-relais. Pour rappel un plan sectoriel des parcs-relais a été adopté par le Conseil d'Etat en décembre 2018. Il prévoit la réalisation ou le développement d'interfaces de mobilité à proximité immédiate des haltes ferroviaires du canton où les pendulaires pourront garer leur voiture ou leur vélo et continuer leur trajet en train ou en bus.

2.2.2. Développement de la mobilité douce

Côté vélo, le Conseil d'Etat a adopté en décembre 2018 le Plan sectoriel vélo qui planifie le réseau cyclable cantonal utilitaire (plus de 700 km) et de loisirs. Le réseau cyclable utilitaire a été hiérarchisé en trois niveaux en fonction du potentiel d'utilisatrices et d'utilisateurs et les mesures d'aménagement cyclable préconisées (piste unidirectionnelle, piste bidirectionnelle, bandes, bande à la montée, etc.) y sont précisées. Les mesures constructives prévues dans le plan sectoriel sont estimées très grossièrement à 157 millions de francs; elles seront réalisées sur plusieurs années (une première estimation table sur 20 ans). Une priorisation et une planification des mesures qui doivent encore être réalisées afin de poursuivre la mise en place progressive du réseau cyclable cantonal a été faite en 2019 à la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC). Au 31 juillet 2021 près de 100 km d'aménagement cyclables ont été réalisés par le canton.

2.2.3. Développement de la mobilité sous l'angle environnemental

Depuis que la réponse au postulat 2019-GC-75 a été publiée, d'autres mesures et projets favorables au développement d'une mobilité plus durable ont vu le jour. C'est notamment le cas de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR) adoptée par le Grand Conseil le 11 février 2021. Cette loi, permettant d'appréhender la mobilité et ses enjeux de manière globale, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022. L'impôt des voitures de tourisme est désormais calculé selon la puissance, élément commun à tous les types de motorisation. Le nouveau système prévoit notamment des réductions d'impôts pouvant aller jusqu'à 60% pour les voitures de tourisme les plus favorables à l'environnement. Les véhicules électriques ou à hydrogène bénéficient d'une réduction de 30% et ceux hybrides ou à gaz de 15%. La réduction énergie/carburant est applicable durant toute la durée de vie du véhicule. Elle est cumulable avec la réduction de 30% accordée aux voitures avec étiquette-énergie A. Les réductions s'appliquent aux véhicules d'un poids inférieur ou égal à 3,5 tonnes. En outre, l'avant-projet de la loi climat cantonale (LClim) a été mis en consultation le 8 septembre 2021. Cette base légale sera un outil supplémentaire permettant de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de la mobilité.

2.2.4. Mobilité et aménagement du territoire

La réponse au postulat rappelait également que le Plan directeur cantonal lie fortement densification et mises en zone à une mobilité durable. Le territoire d'urbanisation y a été en effet défini «en tenant compte de la qualité de la desserte en transport public» mais aussi en mobilité douce. Des niveaux de qualité de desserte des transports y ont été définis.

2.2.5. Loi sur la mobilité

Il convient de mentionner également le projet de loi sur la mobilité qui est en cours d'examen en commission parlementaire. Issue de la motion 2017-GC-50, cette loi constituera pour le canton une base moderne et durable pour la mobilité considérée dans sa globalité. Le projet vise en particulier à promouvoir la mobilité durable ainsi qu'à tenir compte des objectifs climatiques de la Confédération et du canton et des nouveaux scénarios climatiques.

3. Conclusion

Il ressort de ce qui précède, ainsi que des mesures déjà décrites dans la réponse du 26 novembre 2019 au présent postulat, que de nombreuses actions sont prises, et le seront encore, afin de diminuer l'impact négatif de la mobilité sur le climat. Le Conseil d'Etat considère que, bien que ne reprenant pas strictement les propositions énoncées dans le postulat, les mesures du Plan Climat portant sur la mobilité répondent toutefois globalement la volonté des députées de promouvoir et soutenir les transports publics et réduire les transports motorisés. Il a toute confiance que l'ensemble des mesures engagées permettront d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé le 19 novembre 2019 lors de sa journée de travail entièrement dédiée à la thématique du climat, à savoir d'assurer les capacités d'adaptation du territoire aux changements climatiques ainsi que de sortir de la dépendance aux énergies fossiles et réduire les émissions de GES de 50% d'ici à 2030.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2021-DAEC-225

4. Oktober 2021

des Staatsrates an den Grossen Rat zum Postulat 2019-GC-75 Christa Mutter/Julia Senti – Klimaschutzmassnahmen im Bereich der Mobilität

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat der Grossrätinnen Christa Mutter und Julia Senti, das am 23. Mai 2019 an den Staatsrat überwiesen wurde und Klimaschutzmassnahmen im Bereich der Mobilität zum Gegenstand hat.

1. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 23. Mai 2019 eingereichten und begründeten Postulat verlangten die Grossrätinnen Christa Mutter und Julia Senti die Erhebung von Klimaschutzmassnahmen im Bereich der Mobilität auf kantonaler Ebene. Dabei sollte auch abgeklärt werden, wie konkrete Massnahmen zur Verminde rung der Treibhausgasemissionen eingeführt werden können. Weiter sollten die Massnahmen mindestens die Finanzierungsmöglichkeiten, die nötigen gesetzlichen Entscheidungen, nach Möglichkeit die geschätzte Klimawirkung der Massnahmen sowie eine Agenda zu ihrer Umsetzung umfassen.

Als Begründung führten die Verfasserinnen des Postulats an, dass die Mobilität eine der Hauptverursacherinnen von Treibhausgasemissionen sei und dass der Kanton Freiburg mit seinem im interkantonalen Vergleich rekordhohen Motorisierungsgrad und einem unterdurchschnittlichen Anteil des öffentlichen Verkehrs zu diesem Problem beitrage.

Von der Studie wurden Vorschläge zu den nachfolgenden Fragestellungen erwartet:

- > Förderung des öffentlichen Verkehrs und des nicht motorisierten Verkehrs;
- > Mittel, um den öffentlichen Verkehr in unserem Kanton für Jugendliche attraktiver zu machen;
- > Mittel zur Senkung des Gesamtmotorisierungsgrads (Benzin- und Dieselfahrzeuge) und zur Erhöhung der Attraktivität der E-Mobilität;
- > steuerliche Massnahmen zur Förderung des klimafreundlichen Verkehrs;
- > Massnahmen in Bezug auf Parkierung, Verkehr und Raumplanung.

2. Antwort auf das Postulat

Am 26. November 2019 übermittelte der Staatsrat dem Grossen Rat seine Stellungnahme und ersuchte ihn, das Postulat anzunehmen. Darin wies er darauf hin, dass der Staat schon

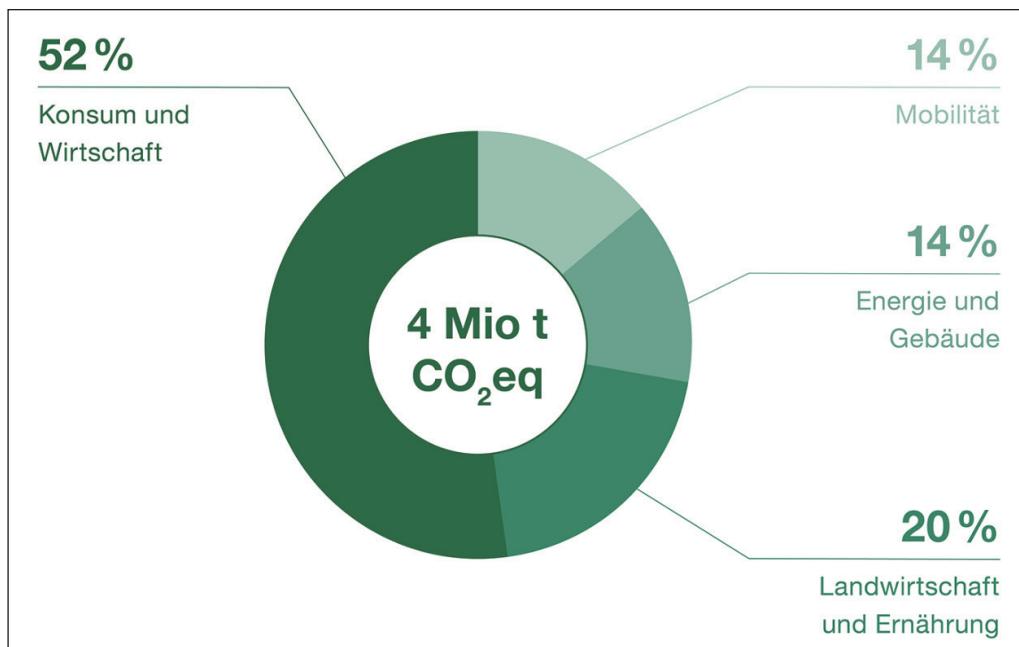
zahlreiche Massnahmen für eine nachhaltige Mobilität getroffen habe oder demnächst treffen werde; zudem würden Massnahmen, die auf die Reduktion der Treibhausgasemissionen abzielen, in den Klimaplan aufgenommen werden. Der Staatsrat war daher der Ansicht, dass ein neues Dokument mit Klimaschutzmassnahmen nicht erforderlich sei. Der Staatsrat schlug hingegen vor, den Vorschlägen und Anregungen der Grossrätinnen Mutter und Senti namentlich bei der Ausarbeitung des Klimaplans Rechnung zu tragen.

Der letztgenannte Aspekt steht im Mittelpunkt des vorliegenden Berichts.

2.1. Kantonaler Klimaplan

Am 14. Juni 2021 verabschiedete der Staatsrat den nach der öffentlichen Vernehmlassung überarbeiteten kantonalen Klimaplan (KKP). Dieser Plan legt die Klimastrategie für den Zeitraum 2021–2026 fest. Der kantonale Klimaplan gliedert sich gemäss den Vorgaben des Staatsrats in zwei Teile (Anpassung und Verminderung) und umfasst 8 strategische Achsen und 115 Massnahmen. Eine der 8 Achsen, die Achse «Mobilität», befasst sich gezielt mit Massnahmen, die im Bereich der Mobilität zur Bekämpfung des Klimawandels ergriffen werden sollen. Sie umfasst 14 Massnahmen, die bestehende Massnahmen verstärken und neue Impulse für die Entwicklung einer nachhaltigen Mobilität geben.

Diese Massnahmen sind das Ergebnis eines partizipativen Prozesses mit der Arbeitsgruppe, die sich mit dem Pfeiler «Verminderung» des kantonalen Klimaplans befasste und sich aus Fachleuten der staatlichen Dienststellen, aber auch aus externen Fachleuten und Partnern, Vertreterinnen und Vertretern der Zivilgesellschaft, Nichtregierungsorganisationen sowie Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern zusammensetzte. Sie zielen speziell auf die Sektoren ab, die in der Kohlenstoffbilanz des Kantons Freiburg identifiziert wurden, wobei die Mobilität (Kategorie «Transport») 14% der gesamten Treibhausgasemissionen des Kantons ausmacht (direkte und indirekte Emissionen). Auf die Mobilität entfallen etwa 14% der Gesamtemissionen.



Während der Redaktion des Klimaplans war es durch die Einbeziehung des Amts für Mobilität (MobA) möglich, pragmatische Massnahmen vorzuschlagen, die bestehende Massnahmen beschleunigen können, ohne zu Doppelbelastungen zu führen.

Das Ziel der Achse «Mobilität» gemäss KKP besteht darin, den CO₂-Fussabdruck des Verkehrssektors unter Berücksichtigung der regionalen Situation (städtisch, ländlich) zu vermindern. Die spezifischen Ziele der Achse sind:

- > den Langsamverkehr und das öffentliche Verkehrsnetz im Kanton Freiburg verbessern und fördern;
- > die durch den individuellen Freizeitverkehr verursachten Treibhausgasemissionen vermindern;
- > die mit der beruflichen Mobilität verbundenen Treibhausgasemissionen reduzieren;
- > den Mobilitätsbedarf verringern.

Diese Ziele und Unterziele bilden den Rahmen für die 14 Massnahmen, die Teil der Achse «Mobilität» des KKP 2021–2026 sind. Diese Massnahmen werden nachfolgend vorgestellt.

Nummer – Titel Beschreibung	Geschätzte Kosten (CHF) für die vollständige Umsetzung
M.1.1 Sensibilisierung für die Verkehrsverlagerung Unterstützung von Projekten zur Sensibilisierung für die Auswirkungen des fossil angetriebenen Verkehrs (unter anderem dem Flugverkehr) oder die Förderung des Langsamverkehrs und der Benützung der öffentlichen Verkehrsmittel.	150 000
M.1.2 Überlegungen zu einer Strategie für die Elektromobilität im Kanton Einsetzen einer Arbeitsgruppe oder Durchführung einer Studie über die Zukunft der Elektromobilität im Kanton. Die Überlegungen betreffen auch eine allfällige vollständige Elektrifizierung des Fahrzeugparks des Staates und den Einsatz von digitalen Werkzeugen zur Verbesserung der Effizienz der Elektromobilität.	80 000
M.2.1 Unterstützung der Anlagen der kombinierten Mobilität und deren Entwicklung Unterstützung des Sachplans Anlagen der kombinierten Mobilität und der Entwicklung von Projekten für solche Anlagen, welche die kleinstmögliche Fahrdistanz mit dem Auto zu einem Bahnhof oder einer Bushaltestelle oder die Zurücklegung dieser Strecke mit dem Fahrrad ermöglichen.	450 000
M.2.2 Unterstützung der Mobilitätspläne Die Gemeinden dazu ermutigen, die auf ihrem Gemeindegebiet ansässigen Unternehmen dazu anzuregen oder zu verpflichten, Mobilitätspläne zu erarbeiten, insbesondere durch eine Unterstützung des MobA bei der Einrichtung einer Webseite zur Förderung der Mobilitätspläne bei den Unternehmen und Gemeinden. Falls notwendig, sieht die Massnahme ebenfalls eine Unterstützung des Mobilitätsplans des Staates vor.	200 000
M.2.3 Förderung der Entwicklung von Verkehrsmitteln mit niedrigem Kohlenstoffverbrauch Unterstützung der Forschung nach alternativen Transportmodellen (Personen- und/oder Güterverkehr) mit niedrigen Treibhausgasemissionen oder die mit erneuerbaren Energien betrieben werden.	240 000
M.2.4 Unterstützung der Förderung des Fahrrads im Kanton Förderung der Verbesserung der Verhältnisse für Radfahrer, insbesondere anlässlich der Revision des Mobilitätsgesetzes (Revision des Strassengesetzes und des Transportgesetzes) und der Umsetzung des Sachplans Velo.	700 000

Nummer – Titel Beschreibung	Geschätzte Kosten (CHF) für die vollständige Umsetzung
M.2.5 Unterstützung der Entwicklung des öffentlichen Verkehrs Finanzielle Unterstützung zur Entwicklung des öffentlichen Verkehrsnetzes im Kanton. Die Massnahme sieht insbesondere die Unterstützung des Projekts zur Entwicklung der bestehenden Linien, interkantonale Linien inbegriffen, und zur Schaffung neuer Linien vor, insbesondere städtischer Linien in Estavayer, Murten und Romont.	1 300 000
M.3.1 Förderung der Reduktion der Flugreisen des Staatspersonals Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal, um die Staatsangestellten zu ermuntern, bei Dienstreisen den Zug zu nehmen, mit einem Flugverbot für Strecken unterhalb von 1500 km oder bei einer Zug- oder Busreise von weniger als 7 Stunden. Ferner müssen alle Flugreisen «kompensiert» werden. Auch wird den Mitarbeitern/-innen ein Online-Tool zur Verfügung gestellt, um sie bei der Abklärung der verschiedenen Verkehrsoptionen zu unterstützen.	30 000
M.3.2 Behebung des Vorteils des Autos bei Reisen des Staatspersonals Anlässlich der Revision des Beschlusses über die Parkplätze für das Staatspersonal wird die Möglichkeit geprüft, eine auf die Kilometer der Dienstreisen und nicht auf das benutzte Verkehrsmittel basierende einheitliche Tarifierung einzuführen. Weitere Mittel, um das Staatspersonal dazu zu ermutigen, den Langsamverkehr oder öffentliche Verkehrsmittel zu nutzen, werden bei der Revision des Gesetzes über das Staatspersonal geprüft (z.B. Subventionierung des GA, offeriertes Halbtax, Bereitstellung von Fahrrädern oder E-Bikes).	50 000
M.3.3 Begrenzung der Pendelreisen des Staatspersonals und Förderung der Nutzung öffentlicher Verkehrsmittel Begrenzung der Pendelreisen durch die Erhöhung des Anteils an Homeoffice, die Förderung von Coworking-Räumen, die Anpassung der Arbeitszeiten der Staatsangestellten und der Anpassung der Parkgebühren. Die Massnahme zielt auch darauf ab, die Unternehmen zu ermutigen, dies ebenfalls zu tun.	50 000
M.4.1 Besteuerung der stark emittierenden Fahrzeuge Anlässlich der Revision des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger wird die Besteuerung der leichten Fahrzeuge (< 3,5 t) mit hohen Treibhausgasemissionen erhöht.	50 000
M.4.2 Förderung der Einrichtung von Ladestationen für Elektroautos Integration eines Fördermechanismus und Sicherstellung der Speisung einer finanziellen Hilfe für die Einrichtung von Ladestationen für Elektrofahrzeuge in den Gemeinden, bei Privatpersonen und auf den Grundstücken des Staates.	120 000
M.4.3 Förderung der Immatrikulation von Fahrzeugen, die ausschliesslich mit elektrischer Energie oder Wasserstoff angetrieben werden oder mit einem Hybridmotor ausgestattet sind Anlässlich der Revision des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger profitieren elektrische, hybride und Wasserstoff-Fahrzeuge von Steuererleichterungen.	40 000
M.5.1 Festlegung von Zielen zur Reduktion der Emissionen im Verkehrssektor Festlegung von bezifferten Zielen (mit Beurteilungsindikatoren) mit Fristen zur Reduzierung der Treibhausgase im Verkehrssektor. Diese Ziele könnten in einer Richtplanung übernommen werden.	60 000

2.2. Weitere Entwicklungen zugunsten einer nachhaltigen Mobilität

2.2.1. Ausbau des öffentlichen Verkehrs

Die Antwort des Staatsrats vom 26. November 2019 auf das Postulat 2019-GC-75 gibt einen Überblick über die Massnahmen zur Förderung einer nachhaltigen Mobilität durch eine Verlagerung auf die sanfte Mobilität und den öffentlichen Verkehr. Dieses Ziel ist im Regierungsprogramm für die Legislaturperiode 2017–2021, im neuen kantonalen Richtplan und im kantonalen Verkehrsplan von 2011 enthalten. Es soll vor allem durch ein dichtes Bahn- und Busangebot und den Ausbau des kantonalen Velonetzes erreicht werden.

In seiner Antwort auf das Postulat führte der Staatsrat die zahlreichen Entwicklungen im Bahnverkehr und die umfangreichen Arbeiten an der Bahninfrastruktur in den letzten zehn Jahren zur Einführung der RER Fribourg | Freiburg auf. Darüber hinaus wurden die Regionen aufgelistet, die vom Ausbau und der Optimierung ihrer Erschliessung durch Buslinien des regionalen Personenverkehrs (RPV) profitiert haben. So stiegen die produktiven Kilometer, die im Kanton Freiburg

mit den Bahnen und Bussen des RPV zurückgelegt wurden, in der Periode 2017–2021 um etwas mehr als 20%, von rund 17 auf über 20 Millionen Kilometer. Weitere Entwicklungen sind bereits geplant und wurden ebenfalls in dieser Antwort aufgeführt. Ein Unterkapitel war den finanziellen Investitionen des Kantons in den öffentlichen Verkehr gewidmet:

- > Die Investitionen der öffentlichen Hand des Kantons Freiburg (Staat und Gemeinden) für die Abgeltungen im RPV (Bus und Eisenbahn) betrugen in den letzten Jahren durchschnittlich zwischen 42 und 44 Millionen Franken jährlich (55% zulasten des Staats und 45% zulasten der Gemeinden).
- > Seit 2016 zahlt Freiburg jährlich zwischen 15 und 16 Millionen Franken in den Bahninfrastrukturfonds (BIF) ein (Staat 86,22% – Gemeinden 13,78%) und beteiligt sich so an der Finanzierung der Bahninfrastruktur.
- > Freiburg beteiligt sich zudem an der Abgeltung im Agglomerationsverkehr und zahlt zwischen 13 und 14 Millionen Franken pro Jahr (Staat 57,5% – betroffene Gemeinden 42,5%). Die entsprechenden Leistungen werden jedoch von den regionalen Verkehrsverbunden (Agglomeration Freiburg und Mobul) bestellt.

Der Staatsrat beabsichtigt zudem, dem Grossen Rat bis Ende Jahr einen Investitionskredit zu beantragen, damit die TPF den Forderungen nach einem Ausbau des öffentlichen Verkehrsangebots im Kanton sowie nach dem Bau von Bushöfen und Park-and-Ride- bzw. Bike-and-Ride-Anlagen nachkommen können. Zur Erinnerung: Der Staatsrat hat im Dezember 2018 einen Sachplan Anlagen der kombinierten Mobilität verabschiedet. Dieser sieht die Schaffung oder den Ausbau von Mobilitätschnittstellen in unmittelbarer Nähe der Bahnhöfe des Kantons vor, wo Pendlerinnen und Pendler ihr Auto oder ihr Velo abstellen können, um ihre Reise mit dem Zug oder Bus fortzusetzen.

2.2.2. Entwicklung der sanften Mobilität

Was den Veloverkehr betrifft, so hat der Staatsrat im Dezember 2018 den Sachplan Velo verabschiedet, der das kantonale Alltags- und Freizeitvelonetz definiert. Das Alltagsvelonetz (über 700 km) wurde unter Berücksichtigung des Nachfragepotenzials in drei hierarchische Stufen unterteilt und es wurden die nötigen Veloinfrastrukturen (Radstreifen, Radstreifen auf der aufsteigenden Fahrspur, Radweg mit Verkehr in einer Richtung oder in beiden Richtungen usw.) genauer festgelegt. Die im Sachplan vorgesehenen baulichen Massnahmen wurden grob mit 157 Millionen Franken veranschlagt und werden über mehrere Jahre durchgeführt (eine erste Schätzung geht von 20 Jahren aus). 2019 hat die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) die Prioritätenordnung der anstehenden Massnahmen für eine schrittweise Verwirklichung des kantonalen Velonetzes und eine Planung festgelegt. Seither hat der Kanton fast 100 km Veloanlagen fertiggestellt (Stand: 31. Juli 2021).

2.2.3. Entwicklung der Mobilität unter dem Gesichtspunkt des Umweltschutzes

Seit der Veröffentlichung der Antwort auf das Postulat 2019-GC-75 wurden weitere Massnahmen und Projekte lanciert, die die Entwicklung einer nachhaltigeren Mobilität fördern. Dies gilt insbesondere für das vom Grossen Rat am 11. Februar 2021 verabschiedete totalrevidierte Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfzG), das ein erschöpfendes Erfassen der Mobilität und ihrer Herausforderungen ermöglicht und am 1. Januar 2022 in Kraft treten wird. Die Steuer auf Personenwagen wird neu aufgrund der Fahrzeugleistung berechnet, ein Grundsatz, der gleichermaßen für alle Motorentypen gilt. Das neue System sieht Steuerermässigungen von bis zu 60% für die umweltfreundlichsten Personenwagen vor: Für Fahrzeuge mit Elektro- oder Wasserstoffantrieb wird ein Abschlag von 30% gewährt; für Fahrzeuge mit Hybrid- oder Gasantrieb sind es 15%. Die reduzierte Steuer gilt für die gesamte Lebensdauer des Fahrzeugs und ist kumulierbar mit der Reduktion von 30% für Fahrzeuge mit der Energieetikette A. Die Reduktionen gelten für Fahrzeuge von 3,5 Tonnen

oder weniger. Darüber hinaus wurde am 8. September 2021 der Vorentwurf des kantonalen Klimagesetzes (KlimG) in die Vernehmlassung geschickt. Diese Rechtsgrundlage wird ein zusätzliches Instrument sein, um die Treibhausgasemissionen im Bereich der Mobilität zu verringern.

2.2.4. Mobilität und Raumplanung

In der Antwort des Postulats wurde auch daran erinnert, dass der kantonale Richtplan die Verdichtung und Einzonung stark mit einer nachhaltigen Mobilität verknüpft. Darin wurde nämlich das Siedlungsgebiet unter Berücksichtigung der Erschliessungsqualität des öffentlichen Verkehrs und auch der sanften Mobilität definiert und es wurden verschiedene Stufen dieser Erschliessungsqualität festgelegt.

2.2.5. Mobilitätsgesetz

Zu erwähnen ist auch der Entwurf eines Gesetzes über die Mobilität, der derzeit von der parlamentarischen Kommission geprüft wird. Mit diesem Erlass, das auf die Motion 2017-GC-50 zurückgeht, erhält der Kanton eine moderne und nachhaltige gesetzliche Grundlage für die gesamte Mobilität. Der Gesetzesentwurf zielt insbesondere darauf ab, die nachhaltige Mobilität zu fördern sowie die Klimaziele des Bundes und des Kantons wie auch die neuen Klimaszenarien zu berücksichtigen.

3. Schlussfolgerung

Aus den obigen Ausführungen sowie aus der Antwort vom 26. November 2019 auf das Postulat geht hervor, dass viele Massnahmen bereits ergriffen wurden oder noch werden, um die negativen Auswirkungen der Mobilität auf das Klima zu verringern. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die Massnahmen des Klimaplans im Bereich der Mobilität, auch wenn sie die Vorschläge des Postulats nicht auf den Punkt genau übernehmen, insgesamt der Absicht der beiden Grossräte entsprechen, den öffentlichen Verkehr zu fördern und zu unterstützen sowie den motorisierten Verkehr zu reduzieren. Er ist zuversichtlich, dass die getroffenen Massnahmen in ihrer Gesamtheit es ihm ermöglichen werden, die Ziele zu erreichen, die er sich am 19. November 2019 während des Arbeitstags, der ganz der Klimafrage gewidmet war, gesetzt hat, nämlich die Kapazität des Territoriums, sich an den Klimawandel anzupassen, sicherzustellen, sich von der Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen zu lösen und die Treibhausgasemissionen bis 2030 um 50% zu reduzieren.

Wir ersuchen Sie, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.